

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 18 FÉVRIER 1977
N° 379 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Dans les prisons
sionistes

LA RÉVOLTE
GRONDE

lire en p. 12

Naussac

LE CONSEIL D'ÉTAT
REJETTE
LE RECOURS

**INTRANSI-
GEANCE ET
MÉPRIS
POUR
LES
PAYSANS**

Le comité de défense de la vallée de Naussac avait engagé une procédure de recours devant le conseil d'Etat pour faire annuler le décret d'«utilité publique» autorisant la construction du barrage sur le cours de l'Allier. L'affaire passait mercredi après-midi. Le conseil d'Etat a purement et simplement rejeté le recours formulé par le comité de défense.

Nul doute que cette scandaleuse décision va provoquer de vives réactions dans la région, menacée jusque dans sa vie par la construction du barrage.

lire notre enquête p. 2

MARCHAIS - FOURCADE

MAUVAIS COMEDIENS POUR UN FAUX DEBAT



La comédie d'hier soir a été échauffée même si rien n'en est sorti, ni des propos démagogiques et artificiels de Marchais, ni des promesses cent fois répétées et jamais réalisées de Fourcade. Le match, car il n'y a pas d'autres termes, s'est d'abord engagé sur le pétrole.

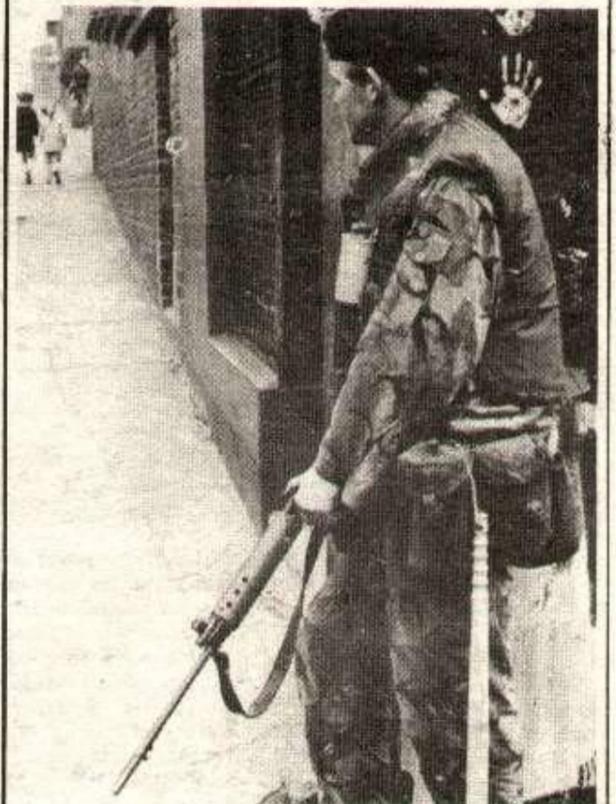
D'un côté, Marchais voulant à tout prix démontrer que le prix de l'essence trop chère était dû à quatre sociétés étrangères, et seulement à elles, tandis que Fourcade s'appuyait sur les chiffres des contrats d'Etat à Etat, ceux passés avec l'Arabie Saoudite, l'Algérie, ou... l'URSS. Premier coup de théâtre : Marchais espère un coup décisif, se lève de sa chaise et montre le tableau qu'il avait fait préparer pour étayer sa démonstration.

Suite p. 3

LES RÉVÉLATIONS DE
L'«IRISH TIMES»

LA TORTURE QUOTIDIENNE CONTRE LES PATRIOTES

*Le gouvernement
irlandais en difficultés*



L'occupation britannique en Irlande du Nord : cause de la répression et des tortures contre les patriotes.

voir p. 8

- **Bulletin d'adhésion pour le RPR dans le «Quotidien de Paris»... Quel tournant ? p. 3**
- **Concorde et les Américains : Giscard n'a plus les moyens de décider p. 3**
- **La construction du super-Phénix confiée à Creusot-Loire p. 4**
- **Corse : le rappel de Riolacci : l'échec de la démagogie et de la répression p. 6**



LA TOURNÉE
AU MOYEN-ORIENT
DU REPRÉSENTANT
AMÉRICAIN

RENFORCEMENT
DU POTENTIEL
MILITAIRE
ISRAËLIEN

RÉO (FOUGÈRES)
1 AN DE LUTTE
**22^e CONGRES
DE LA CFTD
SANTÉ**

*une âpre lutte pour
l'avenir de la fédération
est l'enjeu*

Voir p. 5

A propos de
la situation
actuelle

COMMUNIQUE
DU COMITÉ
CENTRAL
DU MOUVEMENT
DE LIBERATION
NATIONALE
PALESTINIEN
FATH

Voir p. 8

naussac :

un barrage qui tue une région

Par Nathalie DULLIN

Les associations de défense contre le projet de construction du barrage de Naussac, en Lozère, avaient intenté un recours devant le Conseil d'Etat, en mars 1976, pour demander l'annulation du décret «d'utilité publique», en s'appuyant sur des vices de forme et des irrégularités. C'est mercredi que le Conseil d'Etat devait se prononcer. Nous apprenons hier la décision prise : le Conseil d'Etat rejette le recours, le décret d'utilité publique est donc maintenu. Cette décision confirme la

volonté du gouvernement de transformer la Lozère en un désert, réservoir de main-d'œuvre, et de mener à bien sa politique nucléaire au détriment de la vie et de la sécurité de la population. Hier, le comité de défense de la vallée de Naussac nous rappelait la détermination de la population, et des agriculteurs en particulier, à continuer la lutte qu'ils mènent depuis déjà plusieurs années pour empêcher la mort de leur région.

La Somival (société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin), annonçait après une étude que lui avait demandé le gouvernement, que le site de Naussac permettait l'édification d'un barrage-réservoir à Naussac, et que les travaux débuteraient en 1973 pour que la mise à eau soit assurée fin 1975.

En fait, le véritable intérêt de ce barrage pour le gouvernement, est ce dernier point.

Un des arguments qui a également été mis en avant pour tenter de faire accepter ce projet de barrage par la population, était le développement touristique qu'entraînerait la retenue d'eau à Naussac. Mais cet argument

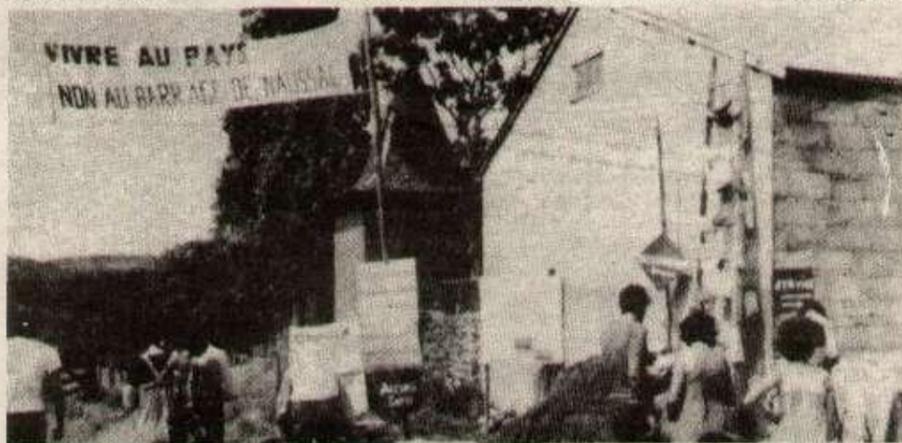
ruine : la disparition de sa zone agricole va entraîner la disparition des commerces et de l'artisanat. De plus, la retenue (190 millions de mètres-cubes d'eau) doit se situer juste au-dessus de Langogne et sur des terrains peu sûrs. Récemment viennent de se terminer les travaux préliminaires, de contactage et de sondage :

les trois petites rivières de la vallée étant insuffisantes (il n'est d'ailleurs pas certain que le détournement du Chapeauroux suffise à combler le manque d'eau). Ce qui signifie la mort de cette petite vallée et de sa rivière à truites qui sera asséchée dix mois sur douze.

UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE

Les habitants de Langogne et de Naussac, pour qui il est impossible d'accepter ce projet, ont fait un contre-projet pour régulariser le cours de la Loire. Ils ont proposé de faire une série de petits ouvrages sur les cours d'eau, ne nécessitant ni dérivation, ni pompage. Ils ont aussi proposé de barrer le cours de l'Allier, en aval de Langogne. Seize kilomètres de la voie ferrée Paris-Nîmes seraient noyés et devraient donc être détournés, mais le village et les terres labourables seraient sauvés. Ce contre-projet a été rejeté, car... il coûterait trop cher !

Contre cette politique d'aménagement qui poursuit et achève la destruction de l'économie de la Lozère et des possibilités d'y vivre pour les habitants, il n'y avait qu'une solution : la lutte.



AU PROFIT DE LA POLITIQUE DU NUCLEAIRE

Ce barrage doit servir à régulariser le cours de la Loire, par l'intermédiaire de l'Allier. La Loire fait en effet, de fortes crues l'hiver, alors que son débit est très faible en été. D'après les promoteurs du projet, le relèvement de l'étiage de la Loire et de l'Allier présente plusieurs intérêts :

- fournir Clermont-Ferrand en eau Potable (or le Puy-de-Dôme est l'une des régions de France les plus riches en eau : le «château d'eau de la France»)

- diminuer la pollution de Michelin, mais est-ce en noyant cette pollution dans une plus grande masse d'eau qu'on la diminue ?

- irriguer la plaine de Limagne (ce qui concerne d'ailleurs surtout les gros paysans de la Limagne)

- permettre le fonctionnement toute l'année des centrales nucléaires déjà existantes, et de celles qui sont prévues, dans le Val de Loire, fonctionnement qui doit être interrompu quand le niveau de la Loire est insuffisant pour en assurer

n'a pas tenu longtemps : il est évident pour les gens du pays que de toutes façons, l'été, ce beau lac ne serait qu'un vaste marécage, car vidangé pour équilibrer les eaux basses de l'Allier, et qui n'attirerait que des moustiques, certainement pas les touristes.

LA MORT D'UNE VALLÉE

Les conséquences du barrage de Naussac seraient catastrophiques pour la région. La vallée de Naussac est une des rares vallées fertiles de la Lozère. Vallée plate, et au climat assez bon, elle est apte à l'agriculture et à la mécanisation. Les paysans y pratiquent aussi l'élevage des bovins et des moutons. La construction du barrage signifie la mort de cette vallée, noyée sous les eaux, l'engloutissement du village de Naussac et de plusieurs hameaux. 1 280 hectares de terres doivent être englouties, dont 200 hectares de terres labourables et 650 de prairies naturelles et pâturages.

La construction du barrage signifie l'expropriation de près de 60 exploitations agricoles, l'exode pour plus de 100 personnes. Pour Langogne, ville voisine de Naussac, c'est également la

les sondeurs sont tombés sur d'importantes failles, ce qui fait courir un danger pour tout le Val d'Allier, jusqu'à Clermont-Ferrand.

De plus, la Somival prévoit le détournement d'une petite rivière, «le Chapeauroux», par un barrage et une série de canalisations pour contribuer à l'alimentation de la retenue de Naussac,

LA LOZÈRE : UN DÉPARTEMENT CONDAMNÉ PAR LE CAPITALISME

Le département de la Lozère est le département le moins peuplé et le plus pauvre de France. La population s'est presque réduite de moitié en 17 ans : 144 700 habitants en 1951, 77 300 en 1968. La densité de population est de quinze habitants au kilomètre carré. (La densité moyenne de la France est de 80).

- Les écoles communales sont supprimées.

- Les entreprises, jugées non rentables, périclitent, et contraignent, de ce fait, les jeunes à s'expatrier pour aller gagner leur vie loin de leur pays natal. Il n'y a pratiquement plus aucune industrie dans ce département. Seuls restent les gisements d'uranium, exploités dans des conditions qui mettent en danger les gens qui y travaillent et ceux qui habitent alentour.

- L'agriculture subit le même sort : malgré de soi-disant «crédits de rénovation rurale», tout ce qui est nécessaire au maintien de la vie rurale est supprimé, et l'exode continue de se développer.

Cette transformation de la Lozère en un vaste désert fait partie intégrante de la politique d'aménagement capitaliste du territoire, qui transforme de vastes régions en réservoir de main-d'œuvre. Cette politique est de plus en plus contestée par les travailleurs, comme Barre a pu s'en rendre compte au cours de ses récents voyages en province.



LA RÉSISTANCE A L'EXPULSION

C'est depuis plusieurs années que s'est engagée la lutte contre la construction du barrage. En 1969 s'est créé le Comité de Défense de la Vallée de Naussac, à partir de jeunes agriculteurs, de jeunes qui avaient de la famille là et qui n'ont pas accepté la mort de la vallée. Ce comité a travaillé à regrouper les paysans de la vallée.

En février 1976, suite au travail d'une «commission d'enquête», le projet était reconnu d'utilité publique. Cette commission avait trois présidents, dont un seulement fut défavorable au projet. Les organismes de défense de la vallée apprirent qu'un des deux autres, à Clermont, touchait de l'argent de la Somival, ce qui est évidemment contraire à la loi. Le ministère de l'agriculture l'a d'ailleurs reconnu, il y a environ huit jours. Les organismes de défense lancèrent donc un recours, le 7 mars 76, demandant l'annulation du projet, compte-tenu de vices de forme dans la procédure d'enquête.

Pour protester contre l'enquête, plusieurs municipalités, dont Langogne et Naussac, démissionnèrent sous la pression des habitants. Lorsque la préfecture organisa des élections municipales, les votants pouvaient se compter sur les doigts de la main : en mai à Langogne, on dénombra six votants sur 2 700 inscrits.

TOUT EST BON POUR ESSAYER DE CHASSER LES AGRICULTEURS

Depuis que la vallée est considérée comme «d'utilité publique», la situation des paysans se dégrade : «On n'a plus le droit à aucun prêt ni allocation logement. C'est l'asphyxie financière des exploitations. On ne peut pas investir, ni acheter de machines, ni construire. Il y a un agriculteur, qui a trois gosses, on lui a refusé le prêt à la construction».

Tout est fait pour chasser les agriculteurs de leur terre, pour affaiblir leur résistance, pour les diviser. Les terres

nécessaires pour la réalisation du barrage ont été divisées en trois zones, la zone 1 étant celle de l'emplacement même du barrage, qui sera la première touchée par les mesures d'expropriation. Mais lors de plusieurs actions, le comité a pu mobiliser la majorité des habitants, jeunes et vieux. Pour les paysans de la vallée, il est désormais clair qu'ils n'ont rien à gagner, au contraire, au projet de barrage.

La mobilisation se poursuit. Les 7 et 8 août, l'an dernier, une marche sur Naussac, pour demander l'annulation du «décret d'utilité publique», rassemblait les habitants de la région, tracteurs en tête, et plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles des ouvriers de Lip, des Paysans-Travailleurs de la Drôme, de l'Ardèche, des paysans du Larzac. Au cours de leurs actions, les paysans développaient leurs mots d'ordre : «La terre à ceux qui la travaillent», «Nous voulons vivre et travailler au pays».

LES GARDES-MOBILES ET LES GENDARMES POUR SURVEILLER LES TRAVAUX

En octobre dernier, alors que les travaux préliminaires, de contactage et de sondage, démarraient, les travailleurs occupaient le site pendant une semaine complète. Il a fallu huit cars de gardes-mobiles pour les expulser. Une manifestation à Mende exigea le départ des gardes-mobiles. La gendarmerie surveilla la suite des travaux, pour s'opposer aux nombreuses actions qui imposaient l'arrêt des travaux. Il y a environ un mois, les agriculteurs, avec leurs tracteurs, occupaient le terrain et imposaient l'arrêt des travaux après avoir bloqué les bulldozers et les camions. Ces travaux préliminaires viennent de se terminer. Le 3 mars, un expert doit venir faire l'estimation des terres de la zone 1, la population se prépare à l'accueillir.

Pendant que devait se tenir le conseil d'Etat, le comité appelait à occuper la mairie de Langogne.

POLITIQUE

DÉBAT FOURCADE-MARCHAIS MAUVAIS COMEDIENS DANS UN FAUX DEBAT

Mettant ses lunettes, il fait un effort pour ne pas trop regarder ses fiches, sans doute préparées depuis longtemps. Son argument massue, c'est le rapport de la commission parlementaire d'enquête qui effectivement, accuse un certain nombre de trafics pétroliers, comme le fait d'ailleurs un autre rapport de la commission européenne. Fourcade conteste ces rapports, qui selon lui, ont été faits dans de mauvaises conditions, sans qu'on puisse en savoir plus...

Marchais a alors l'avantage et tente de le poursuivre en citant tel PDG du pétrole aujourd'hui inculpé, et que Fourcade a nommé dans une commission budgétaire. Toute cette péroraison, pour arriver à quoi : «Ce qu'il faudrait, c'est une compagnie nationale pétrolière, et une seule». Comme si on achetait l'essence moins chère dans les stations Elf !

Deuxième round, les nationalisations. Dès que le

présentateur, passablement dépassé, a fini d'annoncer ce deuxième round, les deux protagonistes sortent leurs papiers et chacun y va de son plan de discussion. Pour Marchais, l'argumentation est simple, et dans sa bouche, elle paraît simpliste : nos entreprises nationalisées sont les plus compétitives, malgré les cadeaux qu'elles font aux milliardaires. Si l'on supprimait ces cadeaux, si davantage d'entreprises étaient nationalisées, enfin l'économie serait plus compétitive, enfin la France serait un grand pays.

Derrière son allure de technocrate, Fourcade cache un raisonnement aussi simpliste : les entreprises publiques ne paient pas d'impôt, elles sont mal gérées, elles gaspillent de l'argent, ils font donc rentabiliser tout cela, et par des mesures de redressement et d'austérité.

Voilà l'essentiel du discours des deux «adversaires». Le reste n'a été que du grand cirque, et en particulier le numéro de Marchais piqué au vif lorsque Fourcade l'accuse d'avoir fait préparer ses notes : «Moi, monsieur, je ne sors pas de l'ENA, je suis un ouvrier (qui ne travaille

un ouvrier (qui ne travaille plus depuis trente ans), je suis assez intelligent pour faire l'ENA».

S'adressant à Fourcade, Marchais a trouvé la conclusion qui s'adresse aux deux : irresponsable. Et le dernier numéro, consistant à placer en quelques minutes la propagande électorale de chacun, n'aura convaincu que d'une chose, Marchais et Fourcade n'avaient même pas pour but de démontrer leurs programmes, bourgeois. Le seul point d'accord du débat entre le capitalisme d'Etat de Marchais et le capitalisme libéral de Fourcade, c'est que les travail-

leurs n'ont rien de bon à attendre de ces deux personnages.

N. D.

● PARIS :

«Je ne suis pas de ceux qui mènent le combat à l'arrière de leur troupe. M. Chirac choisi un secteur dans lequel il pense pouvoir facilement gagner. Je ne ferai pas de même. C'est en ces termes que d'Ornano a annoncé sa candidature dans le XIII^e arrondissement, un secteur où, avec Chirac, il affrontera une liste dirigée par le PCF. D'autre part, les éternels optimistes de la «majorité» espèrent encore une mission de conciliation d'Edgard Faure.

CONCORDE ET LES AMÉRICAINS

GISCARD N'A PLUS LES MOYENS DE DÉCIDER

Une nouvelle fois Concorde fait parler de lui, à la suite d'une étrange correspondance entre Carter et Giscard. Celui-ci aurait reçu de la Maison Blanche, par telex, un message interprété comme étant l'accord de Carter à l'exploitation du Concorde aux Etats-Unis. Et quelques heures plus tard, le porte-parole de ce même Carter faisait savoir qu'il n'y avait rien de changé, seule la période d'essai était maintenue pour Washington (c'est fait) et pour New-York (ça dépend encore de l'autorisation des autorités locales).

Les tractations continuent donc entre la France et la Grande Bretagne d'une part, et les USA d'autre part. Elles sont l'illustration parfaite des difficiles rapports commerciaux que des impérialismes secondaires peuvent avoir avec la superpuissance américaine. L'idée de construire un avion superphonique de transport capable de surpasser techniquement les autres appareils date des années 60. Le programme de construction de Concorde a été officiellement adopté et commencé en 1962.

Certes, le programme de fabrication initialement prévu a été largement diminué, certes le PCF essaye de soutenir l'impérialisme français en se lançant dans de grandes campagnes de soutien au superphonique, mais malgré cela Giscard n'a plus les moyens de mettre en œuvre les grandes espérances gaullistes. Il en est réduit à placer les quelques appareils déjà construits, et à envisager le licenciement des milliers de travailleurs qui ont été nécessaires pour construire les Concorde, sans qu'on leur demande jamais leur avis.

A cette époque, la politique gaulliste consistait d'une part à développer l'indépendance par rapport aux USA, et d'autre part à engager un certain nombre de réalisations de prestige destinées justement à affirmer le rôle de la France dans le monde : il y a eu le paquebot France, aujourd'hui au rebut, il y a eu les promesses de grandes réalisations dans les pays du Tiers-Monde, il y a eu les projets sur l'informatique, il y a eu Concorde.

AVEU DE FAIBLESSE OU CONCESSION

Le choix devant lequel se trouve Giscard est simple : ou bien il renonce complètement à augmenter la commercialisation de Concorde, et cela signifie des licenciements, des luttes de la classe ouvrière (déjà engagées à la SNIAS), un aveu de faiblesse totale pour la bourgeoisie française, et donc l'approfondissement des divisions en son sein, ou bien il fait tout pour que Concorde soit au moins en service sur l'Atlantique, ce qui signifie des concessions importantes à l'impérialisme américain. Tout le jeu des présidents américains, que ce soit Carter ou Ford, va dans ce sens. Dans un cas comme dans l'autre, Giscard est perdant, et est obligé de fait de reconnaître la faiblesse de l'impérialisme français. Au delà de ces rebondissements, l'affaire de Concorde est une bonne illustration de la crise dans laquelle se débat notre bourgeoisie.

Nicolas-Duvallois.

CONCORDE SUR LES BRAS

Et aujourd'hui, alors que la situation en France et dans le monde s'est considérablement transformée, alors que les difficultés de la bourgeoisie française l'amènent à abandonner ses espoirs d'indépendance, alors que les pays du Tiers-Monde font face efficacement aux volontés de pillage impérialiste, Giscard reste avec Concorde sur les bras.

VÉRITÉ

«La demande intérieure en Allemagne et aux Pays-Bas ne pourra que compenser en partie la faiblesse de la demande dans les autres pays... La proportion à investir restera modérée... La consommation privée restera un élément peu dynamique... l'activité industrielle ne devrait connaître qu'une légère progression conjoncturelle... aucun redressement des tendances sur le marché de l'emploi n'est à espérer... L'augmentation des prix à la consommation ne sera vraisemblablement pas inférieure à 9,5 %, etc...» Voilà les perspectives pour 77 de Jenkins, président de la Commission Européenne, dans le bulletin Euroforum, destiné aux spécialistes. On est loin des discours de Barre à l'usage des masses.

«LE JOUR DU SEIGNEUR» CENSURÉ

Une séquence consacrée à l'interview de la vice-présidente d'«Amnesty International» qui dénonçait les tortures pratiquées dans certains pays comme le Brésil, a été censurée dimanche dernier dans l'émission catholique «Le jour du Seigneur». Cazeneuve, le directeur de TF1 a essayé de justifier cette mesure sans précédent, en déclarant que ce genre de sujet n'avait rien à faire dans une émission religieuse.

POLITIQUE FAMILIALE

Quand des problèmes trop délicats de désignation de candidats se posent, les politiciens de droite ont trouvés une solution : ils font appel à la famille : ainsi Anne d'Ornano, femme du candidat giscardien à Paris, essaiera de conquérir le poste que tenait jusqu'ici son mari à Deauville. Dans le 17^e arrondissement de Paris, où il fallait remplacer Bernard Lafay, c'est son fils qui a été

désigné. Philippe Lafay retire donc une bonne épine du pied de Chirac et à d'Ornano, qui appréhendaient tous les deux de se retrouver face à face. Du coup, d'Ornano change de secteur. Rappelons également que le mari de Simone Veil est candidat sur les listes giscardiennes, et que la femme de Missoffe est candidate sur les listes Chirac, que le neveu de la déléguée féminine au RPR se présente contre Chirac, etc...

BULLETIN D'ADHÉSION POUR LE RPR DANS LE QUOTIDIEN DE PARIS... quel tournant ?

«Le Quotidien de Paris», et son directeur Philippe Tesson ne cachent pas jusqu'ici leur sympathie pour le parti socialiste, au point que ce journal pouvait être considéré comme l'expression officielle du PS. Mais dans la presse bourgeoise, on a beau avoir «ses idées», on n'en est pas moins des capitalistes, intéressés à la «rentabilité» et aux profits que peuvent procurer un journal.

La sortie prochaine du «Matin de Paris», lancé par Perdriel et soutenant officiellement le PS nécessite une restructuration. Puisque les socialistes se tournent vers un autre journal, que va devenir «Le Quotidien de Paris»? La réponse commence à être donnée : une certaine indépendance, qui consiste à éviter les commentaires trop désobligeants pour chaque parti bourgeois, y compris ceux de droite, et l'apparition depuis mercredi de bulletins d'adhésion... du RPR. Sous forme de publicité il est vrai, comme dans «Le Parisien Libéré» d'ailleurs.

Le tournant est difficile, surtout en ce moment où le quotidien de Perdriel n'est pas encore sorti ; les lecteurs sont (encore) les mé-

mes, et s'indignent : une note en bas de la première page de mercredi fait était des interrogatoires des lecteurs : pourquoi cette publicité pour le RPR, quels sont les moyens qu'a le «Quotidien de Paris» d'être indépendant, comment résister au «Matin de Paris» ?

La réponse doit être donnée dans l'édition d'aujourd'hui.

№ 876 - 1,50 F



le QUOTIDIEN de paris

elle se montre »

«L'Appel » : Chirac pour l'indépendance nationale

«L'Appel » : Chirac pour l'indépendance nationale

«L'Appel » : Chirac pour l'indépendance nationale

la crise »

«L'Appel » : Chirac pour l'indépendance nationale

J'ADHÈRE AU RASSEMBLEMENT

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

POLITIQUE

LE PCF AU SECOURS DE L'O.M

«IL FAUT TRANSFORMER

LES FOOTBALLEURS EN EMPLOYÉS MUNICIPAUX»

Après la gifle magistrale que vient de subir l'OM, Defferre a rameuté ses troupes : Genoyer, nouveau directeur de Griffet ; Terrin, PDG de la Réparation Navale et du Port Autonome de Marseille et Méric, l'homme qui risque sa place. Afin que les Marseillais puissent par dizaines de milliers, «toutes classes confondues», aller applaudir leur idole victorieux dans les rues de Marseille, Defferre s'est déclaré prêt à soutirer 200 millions d'anciens francs dans les poches de ses contribuables.

«L'argent règne en maître type de notre société... Ce n'est pas avec de l'argent que l'OM retrouvera ou plutôt trouvera, la place qui lui revient dans le concert du football français et même européen» affirme le PCF qui se méfie de «l'intérêt apporté par certains à l'OM. La campagne électorale toute proche pourrait expliquer bien des choses». Interdiction de nommer Defferre, Union oblige.

«Les joueurs de l'élite doivent se préparer avec beaucoup de travail, précise le PCF. Il faut donc qu'ils puissent le faire sans retenu en touchant pour cela un salaire qui leur permette de vivre et de s'éduquer...»

«Au lieu d'en faire des dieux, on doit en faire des

hommes, des sportifs de hauts niveaux».

Pour le PS, la solution est une subvention de 200 millions. Pour le PCF, c'est de faire des joueurs de l'OM, une élite composée de salariés à la municipalité. Ces solutions sont identiques à celles préconisées par la bourgeoisie qui voit

dans le sport un moyen d'entretenir le chauvinisme.

D'ailleurs, le but du PCF est-il différent ? Non ! «Le public reviendrait car le spectacle serait meilleur, moins cher et des footballeurs de talent pourraient rivaliser avec ceux des autres nations».



Nationaliser l'O.M. ou le subventionner, le débat à Marseille passe aussi par là

UN RAPPORT DE JENKINS A LA COMMISSION EUROPEENNE

DE SOMBRES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Si les hommes politiques bourgeois utilisent souvent un discours mensonger pour s'adresser aux masses, ils sont capables, et ils ont les moyens d'apprécier la situation avec clarté. En l'occurrence, c'est le bulletin hebdomadaire de la Commission des Communautés Européennes qui publie le rapport de Jenkins, un rapport qui est loin des paroles faussement optimistes de Giscard ou Barre.

En fait, ce rapport et les prévisions de Jenkins pour 77 prennent à contre-pied l'ensemble des prévisions du gouvernement : si les exportations devaient connaître «une légère amélioration», les importations seront elles-aussi «en légère expansion». Résultat : rien à attendre de bien nouveau en ce qui concerne notre déficit de la balance des paiements. «La demande intérieure attendue en Allemagne et aux Pays-Bas ne pourra que compenser, en partie, la faiblesse de la demande dans les autres pays». «Les investissements resteront limités», et «la consommation privée restera un élément

peu dynamique», «des revenus des ménages ne s'accroîtront pas beaucoup», «l'expansion de la production sera sans doute modérée», «aucun redressement des tendances sur le marché de l'emploi n'est à espérer», et «le chômage partiel pourrait même recommencer à s'étendre dans certains secteurs».

Quant aux prix, pas d'illusions à avoir : «L'augmentation globale des prix à la consommation dans la Communauté ne sera vraisemblablement pas inférieure à 9,5 %». Il s'agit d'une moyenne européenne, et on sait que les prix augmentent moins vite en Allemagne qu'en France... Ce noir tableau se passe de commentaires. Il montre à quel point sont vaines les tentatives de Barre de redresser une économie française enserrée dans la crise ; ce tableau prouve aussi les buts réels du gouvernement : s'attaquer aux travailleurs, à leur pouvoir d'achat, à leur emploi, pour tenter de sauvegarder leur profit.

LUTTES OUVRIÈRES

La construction de super-phénix confiée à Creusot-Loire ?

NON AU DEMANTELEMENT ! OUI A LA SECURITE !

C'est lundi que les travailleurs de Technic Atome, filiale du Commissariat à l'Énergie Atomique à Saclay, dans l'Essonne, se sont mis en grève.

Les raisons en sont simples : le projet de réacteur super phénix sur lequel travaillent ces employés va être cédé au secteur privé, plus précisément à la société Novatome Industries elle-même filiale du groupe Creusot Loire. En clair, c'est le démantèlement du CEA qui continue et le démantèlement cela signifie une aggravation d'ampleur des conditions de travail des travailleurs du Centre, on le sait. Cette nouvelle phase de la privatisation ira dans le même sens : elle entraîne des conséquences claires. Qu'on en juge : les nouvelles clauses d'embauche qui concerneront tous les travailleurs stipulent que les jours de congés annuels seront diminués de trois à sept, que les salaires ne seront plus augmentés selon l'augmentation du coût de la vie (on s'imagine aisément que cela signifie le blocage pur et simple des rémunérations, pour ne pas dire

leur diminution, quand on sait que l'augmentation des salaires basée sur «l'augmentation du coût de la vie» est basée dans nombre d'entreprises sur l'indice INSEE truqué... et le suit de plus avec retard !)

De plus, l'exploitation de la construction de Super Phénix confiée à Creusot Loire va signifier une répression syndicale très nette. Le nouveau règlement stipule qu'il sera interdit «de faire circuler des pétitions, d'introduire des imprimés et de les distribuer dans l'établissement». Il sera même interdit de «siffler et de chanter» !!! On sait ce que cela signifie !

Mardi matin, une assemblée générale était convoquée où la direction du CEA et celle de Novatome ont tenté de faire accepter cette attaque contre les travailleurs. Pour la direction de Framatome, le transfert au privé de ses installations n'est somme toute qu'une question de forme et de procédure laquelle «il ne faudrait pas attacher une trop grande importance»

des remarques». En clair, acceptez la baisse de vos salaires, acceptez l'augmentation des risques, acceptez la répression syndicale, sinon, vous prenez la porte. Voilà un «choix» que refusent les travailleurs ! C'est l'amélioration des conditions de travail que réclament les travailleurs du CEA, l'emploi pour tous ! Ils refusent le démantèlement.

Ces propos ne sont évidemment que des mensonges comme nous venons de le voir, mensonges confirmés par la direction de Creusot Loire qui n'a pas omis de faire des menaces «pour le développement de votre carrière personnelle refuser d'aller à Novatome, ce n'est peut être pas le bon choix. Mais bien sûr vous êtes libres de choisir et de faire



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Valence : il y a un an : luttés contre l'importation de pêches 4 paysans inculpés 500 paysans au tribunal !

Au mois d'août 1976, aux environs de la ville de Culoz, des arboriculteurs interceptaient plusieurs camions en provenance d'Italie, camions contenant plusieurs tonnes de pêches. Leur contenu était déversé dans les décharges publiques et sur la chaussée. Les paysans de la Drôme et de l'Ardèche, à l'image d'autres paysans, entendaient par ces actions, protester contre l'importation des produits fruitiers, car dans le même temps que le pouvoir encourageait celles-ci, la production fruitière de l'Ardèche et de la Drôme faute de pouvoir être vendue, se voyait obligée de finir dans les décharges. Depuis ces mouvements, la bourgeoisie en vue de réduire au silence les paysans, a inculpé 25 d'entre eux. Quatre paysans étaient convoqués ces jours-ci devant le tribunal de Valence, accusés de ces actions. Une puissante riposte a eu lieu. Le jour de la séance, 500 paysans ont envahi la salle des pas perdus du tribunal de Valence. Voilà qui devrait donner à réfléchir au tribunal ! Halte à la répression contre les paysans !

Provocation contre les grévistes : tabassage au commissariat

Non content d'être venu une journée entière à deux cars de police devant l'usine pour faire pression contre les travailleurs, non content d'avoir interpellé sans cesse les travailleurs, (on leur demandera devant un barrage routier de quel syndicat ils font partie et de quel parti politique ils sont les militants). Les flics, la grève terminée, continuent leur activité : vendredi, c'est à un jeune ouvrier qu'ils se sont attaqués. Celui-ci a été convoqué au commissariat. Il en ressortira tabassé et menacé d'expulsion (de parents français, il est né en Afrique), si on le rencontre à nouveau dans des manifestations ou dans une grève. Le RG de service participait activement à l'opération. Cette répression est loin d'entraîner le découragement chez les travailleurs !

LUTTES OUVRIÈRES

22^e CONGRÈS CFDT-SANTÉ :

UNE APRE LUTTE DONT L'AVENIR DE LA FEDERATION EST L'ENJEU

C'est le 18 février que doivent s'achever à Pau les travaux du Congrès national de la Fédération CFDT des Services de Santé et Services Sociaux. Les orientations à prendre alors que les plans de crise sévissent, et que 78 s'approche, sont des plus importantes déjà. Mais, en outre, le sort de la Fédération elle-même — tout au moins de ses structures de fonctionnement — est en train de se jouer ! Pour les travailleurs de la Santé, il s'agit là d'un événement au contenu politique non négligeable ; pour les syndicalistes, et l'ensemble des travailleurs, cela compte également : pour partie, l'évolution ultérieure de la confédération CFDT trouvera un test dans ce Congrès. A preuve, E. Maire en personne y représente l'organisation confédérale !

Les travailleurs de la Santé ont à débattre à cette occasion d'un contexte d'austérité et de répression qui domine la situation du secteur de longue date, mais s'est accentué avec le plan Barre au point de mettre en péril tant les soins aux travailleurs malades que les conditions mêmes des soignants (comme l'a par exemple prouvé le récent scandale des emplois et de l'hygiène à la Salpêtrière dénoncé par la CFDT Assistance Publique de Paris)... Veil et sa « lutte contre le gaspillage », Barre et sa restructuration à marche forcée du secteur Santé et Pharmacie accélérant les contraintes du septième Plan) n'ont pourtant pas, jusqu'alors, trouvé de véritable réponse de masse ; l'unité populaire pour la santé des travailleurs est encore à construire.

LES SILENCES DU RAPPORT D'ORIENTATION...

Cependant, le rapport d'orientation du 22^e Congrès CFDT Santé-Sociaux est étonnamment discret sur ce point : pas de réel bilan des mouvements depuis le Congrès de Lorient (1972) et en particulier : rien qui permette de comprendre l'échec des mouvements sectoriels menés depuis 74, ni les leçons de la grève des spécialisés de 75, ni celles du long conflit de La Tronche (Grenoble) l'an passé. Pas plus d'ailleurs qu'un état franc et véridique des problèmes de mobilisation, pourtant important dans le secteur, à l'occasion des initiatives nationales ou (à l'inverse) d'explication politique du succès du 7 chez les hospitaliers. Encore moins de perspectives prenant en compte, autrement qu'en termes généraux, les échéances de 78 et les interrogations dont sont porteurs les travailleurs de la Santé à ce sujet.

La question d'une « politique de Santé » (bien que donnant lieu à un volumineux rapport) si elle présente une analyse parfois intéressante des attaques du capital, ne donne guère de débouchés. On n'y trouve qu'une « réflexion sur les conditions concrètes nécessaires pour que les usagers aient un réel pouvoir de contrôle et de décision »

(dans le système capitaliste !) et une remise en cause, encore confuse, de la notion de « marginalité » : les problèmes des secteurs psychiatrie et sociaux dominent largement la réflexion CFDT, visiblement au détriment de l'élaboration d'une conception d'ensemble des problèmes de Santé des travailleurs, de leurs aspirations en la matière.

DE NOMBREUX POINTS DE CLIVAGES

Mais c'est sur le rapport général d'orientation et les structures que les débats sont les plus vifs.

La question de la place des femmes dans les luttes occupe une place particulière dans ces discussions. Bien évidemment, c'est lié à leur place importante (en nombre) dans le personnel et à sa disproportion avec la part qui leur est faite aussi bien dans le travail que dans

l'organisation syndicale (comme le signalent par exemple les syndicats de Haute-Normandie, de Paris ou des Hauts-de-Seine...).

Mais d'un point de vue plus global, sur l'analyse même de la crise et des échéances politiques, l'équipe fédérale sortante, très composite (social-démocrates « classiques », adhérents du CERES et sympathisants de la Ligue Trotskyiste s'y cotoyant), est contestée sur les deux flancs !

D'une part, on trouve une équipe ultra-droitière, nostalgique par plus d'un trait de la CFTC (avec pour base sociale principale des surveillantes d'hôpitaux, des agents de la DDASS (action sociale) et comme « bastion », certains syndicats de Bretagne et de Lorraine).

Principalement satisfait des ambiguïtés politiques du rapport sur l'analyse de la crise et de l'Etat, ce courant s'en prend surtout à la pratique syndicale, pour réclamer un « tour de vis », une « remise en ordre des structures » et la stricte limitation des luttes et des initiatives « dans le cadre syndical ». Cette orientation, qui pactise avec le PS, est vue d'un bon œil par la Confédération (qui n'a pas oublié certains votes d'opposition de la Santé au 37^e Congrès d'Annecy). Une telle orientation serait prête à la scission s'il le fallait, pour mettre la Fédération hors de



Au 22^e Congrès CFDT Santé, que vont devenir les aspirations exprimées avec tant de force le 7 octobre ?

portée des « coucou » (« gauchistes et basistes » confondus) !

Mais tout le monde dans la Fédération n'est pas prêt à sacrifier à la lutte contre ce courant ultra-droitière, la critique de l'orientation qui a dominé jusqu'au congrès et où, bon an mal an, trotskystes et sociaux-démocrates soi-disant « de gauche » trouvaient leur compte. Pas plus que le verbalisme de certains responsables issus pour l'essentiel des secteurs sociaux

(ou « travailleurs en formation ») ne saurait faire oublier les impasses bien réelles dans la lutte contre Barre !

Aussi doit-on se demander sérieusement comment les intérêts des couches les plus opprimées et exploitées du secteur (par exemple les aides soignantes hospitalières) vont pouvoir s'exprimer valablement dans ces conditions, alors que certains recherchent stérilement les clivages politiques dans une bataille de structures pour un aventureux « droit de

tendance » ? Les objectifs concrets de lutte dans la période et les aspirations des travailleurs ne doivent pas être noyés ; pour jouer un rôle positif, ce congrès a à prendre en compte les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière et ses exigences en matière de Santé ! Les travailleurs de la Santé, qui trop souvent ont été tenus à l'écart des enjeux réels dans cette Fédération CFDT, n'en attendent pas moins !

Stéphane RAYNAL

RÉO (FOUGÈRES)

1 AN DE LUTTE !

JOURNÉES ANNIVERSAIRES LES 5 ET 6 MARS !

Il y a un an, presque jour pour jour, les 600 ouvriers et ouvrières de l'usine Réo, à Fougères, apprenaient la fermeture de leur entreprise. A la mi-février, ils recevaient, tous, leur lettre de licenciement.

Cette fermeture était la conséquence directe du plan de restructuration décidé par le patronat de la chaussure, pour qui, des usines comme Fougères, n'étaient pas rentables, préférant dès cette époque importer le produit de l'étranger.

Depuis un an, à l'image de milliers d'autres travailleurs, en butte aux plans de redéploiement de la bourgeoisie, les ouvriers et ouvrières de Réo occupent leurs locaux de travail, refusent le chômage ! Des premières manifestations dans Fougères bien avant l'annonce officielle des licenciements à celles organisées à Rennes, des journées « portes ouvertes » aux ven-



Autour des travailleurs de Réo les travailleurs fougérais scandent « C'est au pays que nous voulons vivre et travailler ».

tes de chaussures, en passant par les galas de soutien qui se sont tenus, les travailleurs de Fougères,

mènent depuis un an une lutte active ! Comme le disaient plusieurs d'entre eux, dès le départ : « Accep-

ter les licenciements, c'est soit être obligé de quitter le pays, soit s'inscrire au chômage jusqu'à la retri-

te ». Quand on sait que sur 7 800 emplois, il n'y a pas moins de 2 000 chômeurs dans la ville (le plus fort taux de Bretagne), quand on sait que la principale industrie de la ville est la chaussure, qu'avec Réo, d'autres usines du même secteur ferment aussi (Mauvoisin, par exemple) les choses sont claires ! Les travailleurs fougérais refusent de s'expatrier. Durant un an, ils l'ont montré : ils veulent vivre, ils veulent travailler au pays !

La section CFDT de l'usine, le Syndicat Chaussures (Hacutex Fougères) en accord avec l'UIB Pays Fougérais, l'Union Régionale, la fédération Hacutex et la confédération CFDT ont décidé de marquer cet anniversaire par une manifestation qui se déroulera les samedi 5 et dimanche 6 mars dans les locaux de l'entreprise occupée.

REO VIVRA !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

PROMOTION DU «2 ROUES» :

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !

Il y a en France 17 millions d'usagers des «2 roues». Et seulement quelques centaines de kilomètres de pistes cyclables ; encore, celles qui existent sont-elles souvent réduites à un simple couloir matérialisé sur la chaussée, bien insuffisant pour assurer la sécurité des cyclistes. Dans les villes, les couloirs réservés aux autobus ont transformé la circulation à bicyclette en un périlleux exercice d'équilibre. Comment s'étonner dans ces conditions que 30 % des tués dans les accidents de la route soient des conducteurs de «2 roues». Et ceux-ci dans leur écrasante majorité sont des travailleurs.

Là-dessus, Fourcade, le ministre des autoroutes (à péage), vient nous apprendre, dans une conférence de presse, que nous bénéficions depuis deux ans,

qualité de la vie oblige, d'une «véritable politique du 2 roues». On ne s'en était pas aperçu ! Il nous annonce de nouvelles mesures : 7,5 millions de francs sur le budget (une goutte d'eau dans la mer des crédits autoroutiers) pour inciter les collectivités locales à créer des pistes cyclables, la création de 5 500 places de stationnement pour 2 roues près des gares SNCF de banlieue et surtout la mise en fonction d'une signalisation particulière que les constructeurs de cycles seraient invités à payer (et à orner de leur publicité).

Comme tout bon émule de Giscard, Fourcade affectionne les «réformes» qui ne coûtent rien. N'a-t-il pas, il y a quelque temps, en tant que conseiller général, voté contre un projet de piste le long de l'autoroute A-13, parce qu'il le jugeait trop onéreux.

Brockdorf (RFA) : la manifestation contre la centrale nucléaire interdite

A Wyhl déjà en 75, les flics ont dû reculer



La manifestation prévue pour ce samedi sur le site retenu pour la construction de la centrale nucléaire de Brockdorf a été interdite par les autorités du Schleswig-Holstein. En novembre dernier déjà plusieurs milliers de manifestants avaient dû affronter la police qui avait mobilisé, des moyens considérables (engins blindés, hélicoptères...) pour réprimer la manifestation. Il y avait eu de nombreux blessés.

Les luttes contre les centrales nucléaires prennent de plus en plus en République Fédérale Allemande un caractère de masse. Elles se heurtent de front aux projets de restructuration du gouvernement allemand dans le domaine des sources d'énergie et ont été même jusqu'à provoquer des contradictions au sein du SPD.

PROCES BURMAN : VERDICT REPORTÉ

Aujourd'hui, au tribunal de Tours a comparu M. Petitot, ancien sous-directeur de l'hôpital psychiatrique de cette ville, pour répondre à l'inculpation de détention illégale sur la personne d'Éric Burman interné abusivement pendant onze jours en 1970.

A l'interrogatoire, M. Petitot a fait l'étalage de son ignorance absolue de l'ensemble de la législation psychiatrique. L'illégalité de l'internement n'a été contestée par personne et dans son réquisitoire, le procureur a demandé une condamnation de principe.

Mais d'après de nombreux anciens internés, on ne s'en est pris qu'à un lampiste ; le principal responsable, le professeur Sizaret, chef du service psychiatrique n'est toujours pas inquiété. Le jugement a été mis en délibéré au 10 mars. Le collectif d'enquête sur les pratiques psychiatriques — chez Hervé Larroque, 58, rue Victor Hugo - 37 000 Tours - Tel. 20.39.72 — continue la lutte contre les internements abusifs à Tours. Un autre interné, M. Blériot, a déposé plainte.

CORSE : LE RAPPEL DE RIOLACCI

L'ÉCHEC DE LA DÉMAGOGIE ET DE LA RÉPRESSION

Le rappel du «préfet corse» Jean Riolacci a été accueilli avec beaucoup de satisfaction par la jeunesse corse et les organisations autonomistes (on se souvient que Max Siméoni avait déclaré qu'il garderait le maquis tant que le préfet ne serait pas rappelé). Du côté des notables, des hommes de «clans», personne n'a osé ouvertement regretter son départ ; mais le radical de gauche Giacobbi, président du conseil général, l'a présenté comme une promotion, ajoutant : «maintenant qu'il est plus près du Bon Dieu (Riolacci est devenu chargé de mission auprès de Giscard) il pourra mieux servir les intérêts de la Corse» !

Dans les premiers temps de sa nomination, le fait qu'il soit corse a pu laisser que la situation avancerait un peu. Mais au bout de deux mois, les Corses ont constaté que Riolacci n'était qu'un exécutant zélé du gouvernement. Aussi, il fut vite appelé Riolacci (en prononçant son nom «à la française») ou encore Riol'Harki... Beaucoup en venaient à dire qu'il aurait mieux valu qu'il ne soit pas corse ! En effet, il usait et abusait de son origine pour développer un type de relations paternalistes avec les Corses, parlant corse à la radio, ou dans les réunions avec les syndicats, évoquant volontiers le «pays», pour mieux refuser de prendre en compte les revendications. Visiblement, il cherchait à endormir les gens.

DES POSITIONS INSUPPORTABLES

Mais qu'elles soient exprimées en Corse ou en Français, ses positions devinrent insupportables au peuple corse, au point que ces derniers mois toutes relations avaient cessé entre lui et les syndicats et toutes les organisations. Seuls les «élus» le rencontraient encore. Les polémiques se faisaient par presse interposée.

Bien qu'il ait fait de grandes déclarations au début de sa nomination sur

«l'aspect politique du problème régional» corse il ne parlait plus ensuite que de l'aspect purement économique et faisait le maximum de battage sur les prétendues réalisations économiques.

Certes des «aides particulières» ont été faites à l'agriculture mais ce sont comme toujours les grosses exploitations qui en ont bénéficié. Rien n'a été fait pour l'intérieur, contrairement à ce qu'exigeaient les jeunes agriculteurs.

L'Université corse de Corte devait être le fleuron de la politique culturelle de «corsification», mais le Conseil d'Université est boycotté par

toutes les organisations corses tant son président est hostile à une véritable politique culturelle spécifiquement corse.

LA CONTINUITÉ TERRITORIALE : UN ÉCHEC

La continuité territoriale, autre «cheval de bataille» du plan de développement de la Corse se révèle un tel échec que la semaine dernière, le maire de Bastia (radical de gauche) devait le reconnaître lui-même ; et pourtant il peut difficilement être taxé de régionaliste, encore moins d'autonomiste ! Le gouvernement avait fait

croire que les prix allaient baisser grâce à la continuité territoriale : il n'en a rien été. La rotation maritime entre la Corse et le continent a diminué : un bateau pour passagers vient d'être supprimé. Et maintenant Lecanuet annonce triomphalement qu'il y aura un cargo «supplémentaire» bientôt ! Ce qui ne changera pas grand-chose. Pour 1977, le nombre de places disponibles pour passagers et voitures va diminuer de 10 à 12 % par rapport à 76. En janvier, la marine marchande a décidé qu'il n'était plus que dans les cas de besoins accrus, de prendre un bateau sur les lignes d'Afrique pour le mettre temporairement sur les lignes corses. C'est là une décision très grave pour les agriculteurs corses.

CHÔMAGE

Enfin, les chiffres les plus récents montrent que le chômage, en augmentation globale en France, l'est tout particulièrement en Corse : 22 % de chômeurs supplémentaires en un an !

Les succès économiques dont se prévaut le gouvernement, les voilà donc ! La «charte de développement» adoptée en juillet 1975 à la suite de la mission Libert Bou et appliquée théoriquement par Riolacci n'aura été qu'un assemblage de promesses non tenues.

Quant aux revendications régionales, le gouvernement y a répondu par la division (départementalisation de l'île : séparation en deux départements) et par la répression : emprisonnement d'Edmond Siméoni, peines sévères requises contre les Corses dans l'affaire du boeing de Bastia. La libération récente de Siméoni ne saurait effacer cette politique dans le cœur des Corses. Les nouvelles promesses faites par Lecanuet sont accueillies pour ce qu'elles sont : des promesses, il y en a déjà eu beaucoup. On a vu ce qu'elles donnaient. Elles ne peuvent en aucun cas démobiliser le peuple corse. Cl. Ancher



Journée «Isola Morta» trois jours après la nomination de Riolacci.

Aléria :

Les agriculteurs exploitent les terres occupées

En l'absence du préfet, du président de la caisse régionale de Crédit Agricole, des deux présidents des Chambres d'agriculture et du président du Conseil régional, la réunion organisée par les syndicats agricoles (FDSEA et CDJA) à Ajaccio hier matin s'est achevée sans qu'aucune décision soit prise quant à la création d'une SAFER. Dans un télégramme au premier ministre et au ministre de l'agriculture, les syndicats agricoles dénoncent la collusion entre l'administration, le Crédit Agricole et certains élus. Ils

déclarent déguer toute responsabilité quant à la suite des événements.

Il apparaît de plus en plus que la FDSEA refuse de soutenir l'action entreprise à Aléria, d'autant que les jeunes agriculteurs commentent à envisager l'éventualité d'autres occupations. Depuis hier, en tout cas ils ont commencé à exploiter les terres occupées. Il y a environ une trentaine d'agriculteurs sur chacune des 6 fermes.

Un incident survenu mardi

soir a provoqué une certaine tension à Aléria et lors de la réunion d'Ajaccio. Le président de la caisse régionale du Crédit Agricole a été roué de coups par un commando d'hommes masqués. Super-notable aux ordres du gouvernement il n'est pas aimé dans la région. Personne n'a revendiqué cette action.

Pour l'instant, l'administration n'a pas bougé et laisse se faire l'occupation. Mais la question se pose de savoir comment elle va finir par réagir...

LE COMMUNIQUÉ DE L'ÉLYSÉE : BILAN DE SUCCÈS (!)

«Monsieur Riolacci avait été nommé préfet de la région de Corse pour mettre en place la nouvelle politique de développement économique de l'île. C'est le bilan de succès de cette politique qui a été dressé aujourd'hui, devant le conseil des ministres par M. Jean Lecanuet ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire» a déclaré Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée.

EUROPE

MANIFESTATION
AUX PAYS-BAS

Les dockers, et les autres travailleurs de la ville qui sont en grève ont organisé une manifestation qui a occupé le centre de la ville de Rotterdam, le principal port et le cœur du mouvement de grève le plus important de l'histoire récente des Pays-Bas.

l'année 1976. La France, la Suède, les États-Unis et le Canada ont un nombre particulièrement élevé de jeunes chômeurs. Les gens âgés de moins de vingt cinq ans représentent un tiers des chômeurs dans l'ensemble des pays industrialisés.

BELGIQUE :
GRÈVES TOURNANTES

Les patrons ont déposé un recours devant le tribunal d'Utrecht pour que la grève soit déclarée illégale. Le verdict sera rendu le 29 février. En attendant, les usines Ford d'Amsterdam se sont mises à leur tour en grève pour obtenir les 2 % alors que les patrons ne veulent lâcher que 1 %. Les syndicats des usines envoient des préavis de grève à la direction syndicale à majorité sociale-démocrate, qui donne l'ordre de grève ensuite. Il semble que par ce moyen, les directions aient considérablement freiné le mouvement qui prend des proportions énormes.

La centrale syndicale belge FGFB, en accord avec le syndicat chrétien, a lancé un mot d'ordre de grèves tournantes sur cinq semaines à dater du 25 février, pour protester contre la politique de Tindemans, notamment la hausse de la TVA décidée le week-end dernier.

ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES
EUROPÉENNES

Une réunion de partis européens s'est tenue lundi à Bruxelles pour examiner les problèmes de financement de la campagne électorale pour les élections au parlement européen. Elle aurait décidé de financer à l'aide des caisses des partis des émissions spéciales, notamment à destination de la France. La puissance financière des partis allemands leur donnera les moyens

d'orienter fortement de telles émissions si elles sont réalisées.

CHÔMEURS EN EUROPE

Plus de la moitié d'entre eux sont des femmes en Belgique, Suède, Autriche et France, établit le rapport de l'OIT sur l'emploi pour

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS
URSS-EUROPE SUR LA PÊCHEL'URSS CHERCHE À IMPOSER
LE FAIT ACCOMPLI ?

Les négociations entre la CEE et l'URSS sur la pêche dans la zone économique européenne se sont ouvertes à Bruxelles par une conférence de presse des deux délégations. «*Nous ne voulons pas la confrontation. Nous avons des points de vue différents, mais le plus important est de parvenir à la coopération et à un accord*» a notamment déclaré le représentant soviétique, Ishkov, ministre des pêches.

«*Nous n'avons pas changé de point de vue à l'égard de la Communauté Européenne et à l'égard de la conférence de l'ONU sur les droits de la mer*» a déclaré Ishkov. Mais il a dû néanmoins négocier avec la CEE alors que celle-ci refuse d'établir des liens avec le Comecon. L'URSS a tenté de négocier avec chaque pays, mais chacun la renvoyait aux décisions communautaires ce qui l'oblige à une certaine forme de reconnaissance. Même si c'est pour tenter de faire accepter sa conception des droits de la mer, expliquée à maintes reprises, à savoir que les petits pays qui n'ont pas les moyens de mettre en valeur leurs ressources maritimes doivent laisser faire les pays qui disposent de ces moyens.

Pour les Soviétiques, la coopération c'est la soumission à leur point de vue, à l'état de fait qu'ils ont instauré. Ainsi avant l'entrée

en vigueur, le 1^{er} janvier de la zone économique exclusive de la CEE, les chaluts soviétiques ont ravagé les fonds marins de Mer du Nord, de Manche et de l'Atlantique. Les compromis élaborés jusqu'à présent attribuent le droit de pêcher soixante cinq millions de tonnes par an. En réciprocity les navires européens ont droit à moins de vingt millions de tonnes dans les eaux soviétiques.

Ils ont aussi imposé, comme étant un fait, leur droit à être dans les eaux communautaires en permanence. Ils peuvent entretenir 40 navires en permanence dans ces eaux, à condition d'en communiquer à l'avance les listes aux autorités communautaires qui leur délivrent des autorisations. Comment les contrôles pourront être exercés contre ces «chalutiers» qui croisent souvent le plus possible à proximité des flottes militaires européennes ? C'est



du moins la question que posait le ministre belge à propos des navires soviétiques en infraction et qui n'a reçu aucune réponse jusqu'à présent.

«*Nous ne voulons pas la confrontation*» a également déclaré le représentant anglais, qui représente la CEE. C'est sans doute pourquoi aucune intervention n'a été faite à l'encontre des flottilles soviétiques qui pêchaient à un rythme trois fois supérieur au rythme autorisé. C'est sans doute pourquoi aucun contrôle n'a été effectué à l'égard des navires soviétiques qui croi-

sent en mer du Nord sans aucune autorisation. Ils étaient 70 il y a encore quelques jours.

Ainsi les hésitations européennes face aux flottilles soviétiques tandis que les Roumains et les Bulgares étaient interdits de pêche sans aucun ménagement, ont donné trois mois de répit aux soviétiques. Actuellement les Européens menacent les Soviétiques de représailles contre leurs chalutiers, s'ils ne sont pas parvenus à un accord applicable à partir du 31 mars.

G. Carrat

MOYEN-ORIENT

LE VOYAGE DE CYRUS VANCE

Cyrus Vance est arrivé hier matin en Égypte après un séjour de deux jours en Israël. La moitié de son temps a été occupée à des discussions à propos des tentatives de règlement tandis que l'autre moitié était occupée à des discussions au sujet des livraisons d'armes.

Concernant les discussions politiques, Cyrus Vance a déclaré qu'il souhaitait la tenue d'une conférence «*du type de celle de Genève*». Pour le reste il laissait Rabin développer le point de vue selon lequel la «*modération*» arabe soutenait le désir de «*quelque chose qui est moins que la paix : le retrait total et l'établissement d'un État Arabe en Cisjordanie et à Gaza, conditions qui sont totalement inacceptables pour Israël*». En période électorale, il est difficile à Rabin de tenir un autre langage. Mais en plus il se traduit dans les faits sans que les Américains n'y mettent d'opposition : la colonisation se poursuit en Cisjordanie, selon un plan qui crée des espèces de zones réservées aux Palestiniens encerclées de colonies mili-

taires ou de pionniers. Les recherches pétrolières dans le Sinaï ne sont pas ralenties par les protestations platoniques des Américains qui ne peuvent faire autrement au moment de se rendre au Caire.

LIVRAISONS MASSIVES
D'ARMES

Restent les armes. Une polémique s'est élevée à ce propos : Carter a refusé, pour l'instant, de livrer les bombes à dépression promises par Ford soulevant une tempête de protestations chez les sionistes. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : à l'automne, les USA ont décidé de livrer de quoi équiper entièrement une armée d'agression depuis les fusils du dernier modèle jusqu'aux armes à viseur laser les plus perfectionnées en passant par les missiles, les chars et les avions. Et ces livraisons là avec leurs munitions ont commencé, sans que Carter n'y voit quoi que ce soit à redire sauf sur un point particulier. La situation paraît bloquée

jusqu'aux élections concernant tout pour parler en vue d'un règlement. Mais la complaisance de Vance à l'égard de la politique d'agression israélienne, montre que les USA souhaiteraient

le maintien d'Israël dans les territoires occupés depuis 1967. Reste que ces conditions sont inacceptables pour les peuples arabes et qu'elles constituent une menace pour le pays.

L'INVITATION À ISRAËL :
NOUVEAU GLISSEMENT
GISCARDIEN

«*Lors des entretiens qu'il a eu avec M. Allon à Bruxelles, M. Guiringaud lui a fait part au nom du président de la République du souhait des autorités françaises d'inviter le premier ministre israélien en visite officielle à Paris*».

Pourquoi a-t-il fallu dix jours pour que ce communiqué soit rendu public ? C'est la première fois depuis 1961 qu'une telle invitation est adressée à Israël par le gouvernement français et cela indique un nouveau glissement de la politique giscardienne.

Lors de la rencontre de Bruxelles, Israël s'est opposé à tout voyage de Guiringaud avant la fin du mois. L'invitation a-t-elle été la condition posée par Israël pour que Guiringaud puisse s'y rendre dans le cadre de sa tournée au Moyen-Orient ? En tout cas, cette visite était nécessaire pour le gouvernement français afin de paraître comme un interlocuteur valable au Moyen-Orient. Après avoir fomenté l'affaire Abou Daoud, Israël exerce de nouvelles pressions pour infléchir la politique, française, vers un rapprochement spectaculaire de la France et d'Israël.

En bref... En bref...

PCE :
IL N'Y A PAS
DE LIBERTÉS
EN URSS

«*La liberté d'expression est inexistante dans la plupart des pays communistes*» a déclaré Pilar Bravo membre du comité directeur du Parti Communiste Espagnol de Carrillo. Elle a également accusé la presse soviétique d'être «*manipulée et aliénante*».

HONGRIE : DES
DIFFICULTÉS
ÉCONOMIQUES

«*De source officielle, la Hongrie n'a pas rempli ses prévisions économiques l'année dernière et la production agricole a chuté de 3 %*».

«*Le mauvais temps a causé la perte de grosses quantités de légumes d'été, de fruits, de pommes de terre, de maïs. La production de cette céréale est passée de 7,1 millions de tonnes à 5,2 millions*».

TCHÉCOSLOVAQUIE
RENOYÉE
POUR REFUS
DE SIGNER

«*Votre attitude actuelle a une influence négative non seulement sur vos proches, mais aussi sur vos collègues et les élèves de l'école. Il n'est plus possible, pas conséquent, que vous serviez votre poste d'enseignant et d'éducateur de la jeune génération de notre société*» écrivent les collabos tchèques à Jan Urban qui a refusé de signer un texte de condamnation des signataires de la Charte 77.

«*Il n'y a pas de prisonniers politiques en Tchécoslovaquie*» a déclaré un adjoint du ministre des affaires étrangères tchèques. Il a ajouté que quatre signataires de Charte 77 Vaclav Havel, Luvik Vaculik, Jiri Lederer et Otto Ornest étaient en prison «*vous pouvez constater que personne n'est en prison pour ses opinions politiques mais pour avoir violé notre code criminel*» a-t-il commenté finement : le code criminel prévoit comme un crime l'expression de point de vue contraires à l'occupation soviétique.

INTERNATIONAL

Fath à propos de la situation actuelle

(COMMUNIQUÉ DU COMITÉ CENTRAL DU MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE PALESTINIEN FATH)

Au cours d'une réunion ordinaire, le Comité Central de Fath a discuté d'une série de questions et de problèmes actuels et des développements de la question palestinienne dans tous les domaines, arabes et internationaux. Il a étudié spécialement, dans le détail, les événements déplorables qui se sont produits dernièrement autour des camps, les quiproquos qu'ils ont introduits et leurs conséquences négatives. Ces conséquences ont donné l'image fautive d'une insécurité à l'intérieur des camps. La direction de l'OLP a pris une série de mesures internes et des contacts avec les pays arabes, ce qui a ramené le calme.

FATH REMPLIT TOUTS SES ENGAGEMENTS

A la suite de ces événements, dont les causes sont les actes incontrôlés, les comportements erronés et les pratiques qu'il a toujours dénoncées, le Fath considère qu'il est de son devoir d'œuvrer, à travers l'OLP, à mettre un terme à ces actes et ces pratiques. Elles ont pour but de mettre en danger la sécurité des camps et de perturber leur vie normale. Le Fath est déterminé à prendre les mesures énergiques capables d'arrêter tout individu ou tout groupe cherchant à enrayer la marche en avant de notre peuple et sa lutte. En faisant cela, Fath applique totalement les accords du Caire, prouve avec force sa volonté de veiller à la sécurité du Liban frère et de remplir ses engagements à l'égard des décisions des sommets de Riyad et du Caire.

Au moment où nous veillons à l'unité de toutes les parties de la Résistance Palestinienne dans sa marche en avant dont nous supportons le plus grand poids, nous considérons qu'il est de notre devoir de dire avec force que la poursuite de la part de n'importe quel groupe dans la voie qui conduit à s'opposer à la majorité palestinienne, que ce soit par les attitudes, ou dans les pratiques erronées, ne peut servir notre lutte. Cette voie favorise l'éclatement de l'unité nationale et met en danger la sécurité de la Révolution. Cela exige de nous une position nationale ferme, où nous prenons toutes nos responsabilités.

IL N'Y A PAS EU DE RENCONTRES OLP-ISRAËL

Le Comité Central du Mouvement Fath a étudié le dossier des nouvelles parues dans la presse étrangère, portant sur des rencontres palestino-israéliennes, et que les moyens d'information arabes ont reprises. A l'occasion de la parution de ces nouvelles, une campagne virulente s'est déchaînée contre le mouvement Fath et ses cadres dirigeants, dont le but était de déclencher une guerre morale contre notre révolution et notre lutte, en la déconsidérant. Le Fath, qui défend les orientations de la lutte de notre peuple et ses droits nationaux, a déclaré en toutes occasions son engagement total dans l'application de la Charte Nationale et des décisions du Conseil National Palestinien et de ses programmes politiques, considère que ces nouvelles sont des moyens utilisés par les forces sionistes et impérialistes pour défigurer notre lutte, pour diviser le peuple palestinien.

NOUS POURSUIVONS LA LUTTE ARMÉE

Nous réaffirmons que nous poursuivons la lutte révolutionnaire armée pour recouvrer tous nos droits nationaux et créer l'Etat démocratique palestinien. La direction du mouvement Fath nie les rencontres palestino-israélo-sionistes ; elle nie également avoir remis à qui que ce soit tout document reconnaissant Israël, et l'existence d'un tel document. A travers les discussions sur la situation mondiale et ses répercussions politiques, le mouvement Fath a réaffirmé sa position unique : il refuse tous les projets capitulationnistes que les forces impérialistes et sionistes, aidées par les Etats-Unis, tentent d'imposer dans la région, par des plans visant à frapper la solidarité arabe, à affaiblir les forces politiques et militaires arabes, et à poursuivre ses complots contre la Révolution Palestinienne. Le Fath salue au même moment les positions des pays socialistes, les pays non-alignés, les pays islamiques et amis, positions qui sont aux côtés de la lutte du peuple palestinien et de notre nation arabe.

A nos masses palestiniennes

A nos masses de la nation arabe

Le complot impérialo-sioniste exige que nous affrontions sérieusement les dangers de la nouvelle étape. Pour cela, le Comité Central du mouvement Fath réaffirme sa solidarité avec nos frères arabes, principalement avec ceux des pays du champ de bataille pour raffermir la position arabe, et agir dans toutes les directions au service de la cause arabe et la réalisation des objectifs de notre lutte, la libération de toutes les terres occupées. Il appelle à notre peuple résistant à l'intérieur de notre terre occupée et à l'extérieur à poursuivre sa lutte et à s'opposer à tous les complots. Révolution jusqu'à la victoire !

Beyrouth 16-2-77

Le titre et les intertitres sont de la rédaction.

Irlande

Les révélations de l'«Irish Times» : LA TORTURE QUOTIDIENNE CONTRE LES PATRIOTES

IRLANDE : AU SUD LA TORTURE UTILISÉE CONTRE LES PATRIOTES

On savait également qu'en République d'Irlande il arrive fréquemment que les Patriotes arrêtés soient brutalisés et torturés par la «Garda», police du Sud, qui par ce moyen tente de leur arracher des aveux. Rappelons-nous Ronan Stenson, relâché dernièrement, qui avec les Murrays avait été arrêté pour le meurtre d'un policier ; après son interrogatoire, il était dans un tel état physique qu'il ne put comparaître devant la Cour. Les accusations portées par d'anciens détenus ont toujours été considérées par le gouvernement comme état des «calomnies», de la «propagande subversive» visant à mettre en doute l'intégrité des Gardai. Or, dans ses numéros datés des 14, 15, et 16 février, l'«Irish Times», journal que l'on ne peut guère suspecter d'être subversif, publie sous le titre «Les Gardai utilisent le même style de méthode d'interrogatoire que les policiers du Nord», un reportage réalisé sur la base de témoignages recueillis auprès de personnes ayant été arrêtées, et de policiers.

VOULEZ-VOUS DE LA MARIJUANA ?

Voici celui d'un patriote arrêté en 75 sous «L'Acte d'Offenses contre l'Etat», il a été détenu 48 h. Arrivé au poste de police, il est placé contre un mur, les mains en l'air et les jambes écartées, «ils me maintinrent dans cette position très longtemps et comme je baissais mes bras à cause de la fatigue, l'un d'eux qui était sur une chaise derrière moi me donna des coups dans les côtes pour que je relève mes bras». Après l'avoir battu, on le laisse un peu et, à trois heures du matin, «ils m'entourèrent et tous ensemble commencèrent à me donner des coups de pied et de poing, principalement à la tête (...), quand ils arrêtèrent il y avait du sang partout dans la pièce, et ils durent nettoyer les murs et le sol avec un vêtement qui leur servit après à me nettoyer la figure (...). A neuf heures, ils me donnèrent à manger et à boire. Je refusais craignant que le tout soit drogué (...). Un policier en uniforme vient le

En Irlande du Nord les «Royal Ulster Constabulary», police composée exclusivement de «loyalistes», et l'armée britannique, pratiquent la torture physique et psychologique envers les patriotes détenus. Cela est un fait connu, et la Cour Européenne des Droits de l'Homme au Parlement de Strasbourg vient de le confirmer dans un rapport récent. La Grande-Bretagne l'a reconnu et l'Eire vient de porter plainte contre elle pour ces faits.

voir et lui demande, «qu'est-ce qui s'est passé ? Il prétendait être intéressé par mon sort et il me proposa d'avoir un peu de marijuana. Il me fixait les yeux et j'eus l'impression qu'il voulait m'hypnotiser». La nuit suivante on le laissa dormir mais il n'y avait pas de matelas et de couvertures. On l'a relâché au bout de 48 h, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui...

LE «GANG DES DURS» A L'ACTION

Les interrogatoires sont effectués par un groupe de policiers en civil que l'on a surnommé «le gang des durs». Son travail : arracher des aveux par la torture physique, psychologique. Les coups succèdent aux menaces, les gens sont détenus dans des cellules où n'arrive aucune lumière naturelle, jour et nuit un néon est allumé pour faire perdre la notion du temps, des ordres contradictoires sont donnés aux détenus.

Les temps de sommeil et la nourriture sont extrêmement limités pour ne pas dire inexistantes. Souvent les suspects sont forcés de s'asseoir sur des radiateurs brûlants, etc. L'enquête prouve également que ce genre d'interrogatoire n'a fait qu'augmenter depuis octobre 76, date de la mise en place du «Special Emergency Powers Act» qui permet entre autres aux policiers de garder les suspects durant sept jours. Ces hommes font partie du «Bureau Technique de Recherche», le fameux «Bureau C 4», ils sévissent partout en Eire et, jamais les autres policiers ne participent à ces interrogatoires. D'ailleurs nombre d'entre eux les refusent et il est arrivé qu'ils essayent de mettre fin aux séances de tortures, c'est ce qui fait parler certains de «scission» dans la police.

«NOUS TE CASSERONS»

Effectivement, parfois et même souvent, les «limites» si l'on peut parler ainsi, sont dépassées. Thomas Connors fut arrêté et transféré au poste de Tipperary, là un des civils lui déclara : «Nous te casserons physiquement et mentalement à la septième heure du septième jour, c'est à ce moment qu'ils cassent tous... Peut de temps après, avec un «traitement de choc», T. Connors essaya de suicider en se jetant par la fenêtre, «ils essayaient de me faire signer des déclarations sur des choses que je ne connaissais pas du tout». Au bout de sept heures durant lesquelles il fut battu, il se jeta par la fenêtre.

Tout ceci se passe pour des personnes qui sont simplement suspectées et souvent libérées au bout de sept jours de garde à vue. Pour les patriotes jugés et condamnés c'est un lot presque quotidien dans des prisons, tel celles de Port Laoise ou Montjoy.

LA COLLABORATION AVEC L'ANGLETERRE ACCUSÉE

Ces révélations, faites par «Irish Times» tombent très mal pour le gouvernement de Dublin car les prochai-

nes élections ont lieu en mai prochain... Avec une inflation annuelle proche de 30 %, un taux de chômage qui touche dans les 15 % des travailleurs, ces révélations ne le mettent pas en bonne posture, surtout que, pour la façade nationaliste, il venait de protester contre l'Angleterre sur le sort des détenus irlandais dans les prisons de Sa Majesté, mauvais ravalement !

Maintenant, c'est la marche arrière vu le mécontentement grandissant du peuple irlandais. Des juges refusent de tenir le rôle qu'on voudrait qu'ils aient, des patriotes sont libérés tous les jours, alors qu'il y a seulement quelque temps, ils auraient été condamnés à dix, quinze voire 20 ans de détention, des enquêtes sont ouvertes, et l'«Irish Times», il y a peu de temps, se serait vu poursuivi en justice pour «outrage à la Cour». Il arrive que les journaux paraissent avec une ou deux pages blanches car les imprimeurs craignant les poursuites, refusent de publier les pages... Décidément les valets de l'impérialisme mettent du zèle à servir et imiter leurs maîtres, mais la pierre qu'ils soulèvent, retombe sur leurs pieds et fait très mal. Le cabinet irlandais s'est réuni pour «examiner» les faits révélés par le journal, l'affaire suit son cours et provoque une vague de colère au sein du peuple irlandais.

Sébastien GWELTAZ

En bref...

BOLIVIE : PRESSIONS US

L'ambassade américaine en Bolivie demande la libération de 35 américains arrêtés dans le cours d'enquêtes contre la drogue au cours des dernières années. Un juge qui avait fait relâcher un américain alors que des preuves accablantes étaient accumulées contre lui a été démis de ses fonctions et emprisonné pour malversation. Aussi les Américains ont-ils abandonné les actions souterraines, les juges ayant été intimidés par cette riposte, et exercent maintenant des

pressions ouvertes. C'est grâce à une aide de 585 000 dollars fournie par les USA en 1973 que le bureau des narcotiques boliviens avait pu se mettre en place.

OUGANDA

● Selon le gouvernement, un complot aurait été découvert en Ouganda. Un évêque anglican et deux ministres accusés d'avoir

nistres accusés d'y avoir participé, sont morts mercredi. Le gouvernement ougandais a annoncé qu'ils auraient été victimes d'un accident de voiture pendant leur transfert.

CONDITIONS DE TRAVAIL

LA POLLUTION ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES DANS LA SIDERURGIE

● *Quand on se promène dans les bois, on entend la poussière qui retombe sur les feuilles*

Interview d'un ouvrier sidérurgiste

Par René DUVAL

La Sidérurgie réunit à elle seule presque tous les problèmes de pollution industrielle et de maladies professionnelles.

A l'usine, les accidents, le bruit, la chaleur, les poussières, les gaz... mais aussi le travail posté qui détruit la santé et la vie de famille.

Dehors, ce sont les familles des travailleurs qui doivent supporter les rejets des usines.

Il ne se passe pas une année sans que la Moselle ou une autre rivière soit polluée sur des kilomètres. La crise a aggravé cet état de choses. Dans la Sidérurgie, comme ailleurs, la restructuration, c'est le chômage pour les uns, l'aggravation des conditions de travail pour les autres.

La lutte pour les conditions de travail et contre la pollution est inséparable de la lutte pour l'emploi.

— *Le Quotidien du Peuple : En ce qui concerne les conditions de vie et de travail dans la Sidérurgie, quel est le problème le plus important ?*

— Sans aucun doute, ce sont les accidents qui viennent en tête, car chaque année il y a quand même un nombre important de morts et de blessés graves. C'est effarant le nombre d'heures d'arrêt de travail. Regarde le nombre total d'accidents dans ma boîte : 6 092, nombre de jours d'arrêts : 141 934 ! Dans un trimestre, 1 524 accidents du travail !

— *QdP : Quels sont les secteurs les plus dangereux ?*

— Les laminoirs, et les accidents les plus graves, c'est souvent dans les chemins de fer. Quand il y a un pépin, c'est souvent grave. Autrement, c'est les hauts fourneaux, les laminoirs. C'est un problème immense dans la Sidérurgie, les accidents du travail.

Il y a quelques années, on avait un nombre incroyable de morts et de blessés, et puis il y a eu une meilleure information et des bonifications en fonction des efforts faits sur la sécurité. Un effort a donc été engagé. La lutte des gars n'y était pas étrangère portant en particulier sur l'amélioration des installations. Où l'on a rencontré des problèmes, ça a été pour leur faire remettre en cause le mode de production. Au niveau des accidents du travail, il y a eu une répression jusqu'en 1974 mais actuellement, il y aurait à nouveau une augmentation des accidents. Avec la crise, la restructuration...

— *QdP : Et les maladies professionnelles ?*

— Dans la Sidérurgie, ceux qui sont devant les hauts fourneaux avec le visage

brûlé à bouffer du soufre, faut les voir : ils ont le dos gelé et puis ils brûlent devant. Des conditions terribles. Tu as des postes dans la Sidérurgie qui sont d'une pénibilité incroyable. Les fondeurs dans les trains de laminoirs, tu as encore les installations vétustes et les gars, il faut qu'ils tiennent. J'ai connu les trains à fil où ils doublaient, c'est-à-dire à la pince, ils prenaient la barre de fer en vitesse et ils doublaient pour passer de l'autre côté.



— *QdP : Quelles sont les contraintes du travail posté pour les ouvriers ?*

— Avec les postes, ça devient difficile. Quand tu rentres le matin à 6 heures tu n'as qu'une envie, c'est d'enlever tes chaussures et d'aller te coucher.

— *QdP : Mais le travail des postes pourrait être supprimé dans la plupart des cas ?*

— La démonstration, c'est qu'avant, ça n'existait pas. Pratiquement ce qui demande à être en feu continu, c'est la surveillance des hauts fourneaux,

des choses comme ça qui tournent tout le temps. Autrement, une aciérie peut s'arrêter comme tu veux. Avant, tu avais les feux continus dans les hauts fourneaux et dans les centrales. Mais le reste n'était pas en feu continu.

— *QdP : Ils l'ont développé à partir de quel moment ?*

— Un peu avant 68, ça n'a pas plus de dix ans. Ils ont utilisé le mode de fabrication à plein temps quoi ! Avant on tournait peut-être à 60%, maintenant ils utilisent tout à 100%. Faut tourner au maximum, pourquoi arrêter la nuit, autant le faire tourner. Bien sûr ils ont un peu majoré les salaires, mais ils sont largement gagnants. Les postes, je les ai faits ; la première nuit, tout va bien, c'est un peu comme si tu veillais à la maison, la deuxième nuit, le matin, tu n'arrives pas à dormir parce que tu n'as pas l'habitude. Alors, quand tu reprends le soir, tu es complètement crevé. Après, tu dors enfin plus ou moins et quand tu commences à prendre le rythme, il faut que tu

changes encore une fois. La sixième ou le septième nuit, elles sont longues...

— *QdP : Comment se traduit la modernisation dans la Sidérurgie ?*

— Cela se traduit par de nouveaux risques ; de grosses opérations reposent sur un seul gars et s'il lui arrive quelque chose — un malaise par exemple —, il ne peut pas communiquer avec les autres et on risque des catastrophes.

Il y a aussi la tension nerveuse, le gars qui voit défiler un lingot par minute et qui doit faire je ne sais

pas combien d'opérations par minute sur ce lingot, au bout de huit heures, il est dans un drôle d'état. D'ailleurs, on appelle ce poste « la chaise électrique ».

— *QdP : Comment la restructuration (et les licenciements qu'elle entraîne) va-t-elle aggraver les conditions de travail ?*

— Déjà maintenant, il y a des postes complètement déséquilibrés. De toute façon, les revendications d'hygiène et de sécurité sont directement reliées aux problèmes économiques sur les durées de travail, les cadences. On ne peut dissocier ces problèmes-là. Quand tu poses un problème de salaire, tu poses le problème de la sécurité. Le gars qui arrive à peine à joindre les deux bouts, le soir, quand il est au travail, il n'a pas la tête à son travail.

La cinquième équipe, c'est une revendication qui tient au cœur des sidérurgistes. Est-ce qu'on y arrivera ? Avec la conjoncture actuelle, on n'a pas progressé mais il y a eu des luttes très dures menées sur cette revendication.

Avec les problèmes de l'emploi, ces questions sont reléguées.

— *QdP : Et le problème de la pollution ?*

— Dans le cas de notre fille, on a constaté une allergie aux poussières et, tous les ans, on doit lui faire des piqûres, c'est un peu les symptômes de la coqueluche, et on est obligé de la faire suivre par un spécialiste des bronches.

Ce qui est ridicule, c'est qu'en ce moment, ils font des contrôles sur les voitures pour la pollution, quand on sait que sur une charge de trente tonnes, il y a trois ou quatre tonnes qui partent dans la nature soit à peu près 10% qui partent en poussière. Le plus gros retombe immédiatement, ici, des fois, on va se promener dans le bois, eh bien on entend la poussière qui retombe sur les feuilles !

Les gens disent souvent : « Mieux vaut avoir du travail et un peu de poussière que rien du tout ». Mais la conscience évolue. On dit que ça ne change pas, mais si on regarde, il y a dix ans, et bien il s'en est passé des choses.

Là où j'ai vu à Grandange, des réactions, c'est contre le bruit, quand il y a eu les nouvelles aciéries de Grandange. Il y avait une



décharge de vapeur qui tous les vingt mètres crachait, si bien que tu aurais cru à un avion à réaction. Là, les gars se sont mis en colère.

Un jour, un directeur a établi sur un petit bassin une maquette pour l'épuration des eaux. Le résultat était très positif, seulement ils ont fait un calcul de rentabilité et ils se sont aperçus qu'il valait mieux payer des amendes plutôt que financer le projet. Techniquement, très peu de choses ne sont pas réalisables, seulement le profit, c'est le profit maximum. Investir pour ça, ça n'est pas rentable. C'est comme pour la protection des travailleurs. J'ai dû faire des grèves et des grèves pour obtenir des chaussures de sécurité et des bleus de travail. Il n'y a peut-être que depuis cinq ans que l'on a les bleus et les chaussures.

— *QdP : Comment solutionner tous ces problèmes ?*

— La meilleure façon, c'est de poser la question aux travailleurs eux-mêmes, les ouvriers sont capables de faire des propositions. Je vois chez nous, les gars avaient trouvé un cycle de travail qui leur évitait les feux continus et le patron, pour les obliger à faire les feux continus, leur a promis une prime à condition qu'ils laissent tomber leur nouveau cycle. Il ne faut pas sous-estimer les travailleurs.

— *QdP : Comment cela se traduit dans les discussions ?*

— Disons que les gars, avant de penser au socialisme, ils se deman-

dent comment y arriver déjà. Une fois que la notion de profit aura disparu, tout sera possible. On sait très bien que les capacités de la classe ouvrière font qu'on y arrivera, mais avant d'y arriver, le tout c'est de savoir comment on renversera ceux qui sont en place.

En 68, on a fait grève à 100% pratiquement. On a occupé l'usine sans piquet de grève et les patrons ne se sont plus occupés de rien ; il a fallu qu'on fasse tourner les hauts fourneaux en veilleuse, il a fallu régler un tas de problèmes techniques sans la maîtrise. Et bien, tous ces problèmes ont été résolus. On a manqué de coke, on a contacté les ouvriers en grève des cokeries, ensuite il fallait le transporter ; on a demandé aux cheminots en grève : plein d'exemples comme cela où il a fallu se battre, contacter les camarades de façon à maintenir les hauts fourneaux au ralenti et en bon état. Quand on a repris le travail, tout était impeccable. Il ne manquait pas une vis, il y avait des milliers de personnes qui visitaient l'usine, mais tout est resté en état de marche. Après 68, on nous a regardé d'une autre façon. Ils se sont rendus compte de ce que les travailleurs étaient capables de faire. C'est pour ça que je ne me casse pas la tête pour l'avenir, on a vu de quoi étaient capables les gars.

Cela ne se fera pas d'un jour au lendemain, il y aura des problèmes qu'il faudra discuter, mais on y arrivera.

Devenez

«**ABONNÉ**»

AMI
DERNIER MOIS

**Quotidien
du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gies Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrésou (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armistière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal 300 F
Abonnement de soutien .. 500 F
Abonnement de soutien F

Mode de versement :
En une fois
En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

A propos
des faits divers dans le Quotidien

- L'ambassadeur assassin
- Les drogues-party

Camarades,
Je voudrais attirer un instant votre attention sur la façon de rendre compte des «faits divers» dans le Quotidien du Peuple. Il me semble bien que je ne puisse citer de mémoire des faits précis dont vous vous êtes parfois nettement mieux que ces derniers jours emparé, de ces révélateurs de la vie capitaliste, dont certains journaux de large intoxication populaire font leur terrain privilégié.

L'ambassadeur assassin, N'aurait pas l'occasion de

souligner, de façon percutante, l'hypocrisie de la bourgeoisie qui, après s'être acharné sordidement pendant des jours sur P. Henri s'est vautrée (au moins à la radio T.V.) dans la plus criante complaisance à l'égard du triple crime de ce valet d'Etat, «chômeur» millionnaire ?

La drogue-party. Il ne suffit pas — bien qu'il soit juste de le faire — de dénoncer la subite détermination du candidat-maire, ni la campagne contre les enseignants progressistes, ni le chantane aux affectifs poli-

ciers. Réclamer une véritable répression du petit trafic, comme vous le faites, n'est pas une perspective de lutte. A la limite, la bourgeoisie n'est-elle pas en mesure de la faire sienne, tôt ou tard ? Par contre, il faut certainement poser la question du pourquoi. Pourquoi les lycéens (eux seuls ?) peuvent-ils en arriver à se droguer, et certains à se suicider ? Attention aussi de ne pas répondre schématiquement (le «pessimisme petit-bourgeois»).

Un mot encore. Il paraît que les révisionnistes s'ex-

priment «mezzo voce», lorsqu'ils n'ont pas un ton «comminatoire». Ce qui est certain, c'est qu'ils emploient de moins en moins facilement le langage du peuple... Alors, n'oubliez pas de mener la bataille aussi sur ce terrain, sans quoi le Quotidien du Peuple risquerait de voir son contenu dénaturé par des expressions incompréhensibles pour ses lecteurs, comme il l'était par le style stéréotypé banni de vos colonnes. Salut !

D.M. (Aifortville)

Tu poses le problème du «traitement» des faits divers par le Quotidien du Peuple. Il est juste de ne pas laisser à l'information bourgeoise le terrain libre dans ce domaine. En même temps, suivant l'importance et la nature de chaque fait divers, le Quotidien du Peuple ne saurait s'en emparer de la même manière.

Dans le cas de l'ambassadeur assassin, que tu cites, la difficulté réside surtout dans le choix du «ton» à adopter. Il me semble que la fin de l'article en faisant le parallèle avec la condamnation à mort de Jérôme Carrein suggère clairement que le bourgeois Arranrich ne risque rien de tel de la part de ses pairs. Il reste

que le côté révoltant de ce personnage «traumatisé» par la baisse de ses revenus à «seulement» un million par mois n'est sans doute pas assez souligné. Quant au parallèle avec P. Henry, il n'est pas fondé : si la bourgeoisie a mené une violente campagne essentiellement pour justifier le renforcement des mesures policières) au moment du rapt et de l'assassinat du P. Bertrand, elle s'est montrée beaucoup plus mesurée au moment du procès. La personnalité de l'assassin y est pour beaucoup.

La drogue. Ce problème a été abordé sous plusieurs angles dans le journal. Sur le problème de fond évoqué dans un article postérieur à

ta lettre), soyons clair. Nous n'avons pas «réclamé une véritable répression du petit trafic». Cela, s'est la position affichée par la bourgeoisie, ce qui lui permet de faire oublier son évidente complaisance pour les trafiquants et surtout pour les plus gros. La base matérielle de la toxicomanie, elle, est là ; un flic le reconnaissait d'ailleurs lui-même en déclarant : «La toxicomanie augmente à chaque gros arrivage de drogue». La bourgeoisie laisse faire en toute connaissance de cause. En arrivant au pouvoir, le prolétariat prendrait sans doute des mesures sévères pour mettre fin à ce trafic.

Quant à la question du pourquoi, on ne peut se

contenter effectivement d'y répondre par : «Ce sont les petits bourgeois qui se droguent». On ne peut ignorer que des jeunes travailleurs aussi en viennent à la drogue. D'une manière générale, la crise idéologique de la bourgeoisie a de profondes répercussions dans la jeunesse qui voit son avenir bouché par la société capitaliste.

Comment ? Pourquoi ? Cela, certainement, demande plus d'éclaircissements. Ceci dit, on ne peut qualifier la drogue autrement que comme une «solution» petite-bourgeoise, contradictoire avec la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

C.A.



LE NUMÉRO 3 VIENT DE PARAÎTRE

AU SOMMAIRE :

- Dossier silicose réalisé avec les mineurs de Lorraine
- les nouvelles méthodes d'exploitation... du mineur
- comment lutter contre les poussières
- les mensonges des statistiques officielles
- les maladies respiratoires du mineur : silicose, anthracosilicose, bronchite chronique, asthme, les examens à pratiquer...
- la silicose dans les autres professions
- engager la lutte contre la silicose.
- Les premiers dossiers préparatoires aux assises contre la pollution industrielle
- Péchiney Ugine Kuhlman : lutte à Pierre Bénite. Le point sur le fluor, le CLISACT et la CGT, questionnaire fluorose
- pollution des eaux : dossier mercure
- le nucléaire et les travailleurs : dossier rayonnements et santé
- le cancer et l'environnement : les parents de la Savine ont gagné contre l'amiante !
- alimentation et pollution : les additifs dans les médicaments.

32 pages. Prix 5 F. Régler par chèque à l'ordre du CLISACT

En lutte pour sa réintégration,
Jacques Papinski sera :

- Les 18 et 19 février à Pau (invité par le mouvement Freinet deuxième degré),
- le 24 février, à l'université de Talence (Gironde), invité par le comité de lutte du département Sciences,
- le 25 février, à Perpignan, 21 H, salle des œuvres laïques, rue Rabelais.

Le comité de soutien aux Basques
de l'île d'Yeu communique :

Neuf Basques sont actuellement assignés à résidence à l'île d'Yeu sur décision arbitraire du Ministre de l'Intérieur français, en collaboration avec le Ministre de l'Intérieur espagnol.

Ils sont surveillés nuit et jour par quatre-vingt CRS, qui ont le soutien de la brigade anti-gang, des Renseignements Généraux et de la DST. L'appareil policier les contraint à ne sortir que trois par trois, filtre leurs rapports avec l'extérieur, etc. (...)

Le comité vendéen de soutien aux Basques de l'île d'Yeu :

- appelle les organisations politiques et syndicales à prendre en charge nationalement les problèmes de la répression dont sont victimes les réfugiés.
- appelle à un rassemblement de protestation le 20 février 1977 à partir de 10 h 30 aux Sables d'Olonne (Vendée).

LE COMITÉ DE SOUTIEN
AUX COMMISSIONS OUVRIÈRES
ET ASSEMBLÉES POPULAIRES (PAU)

Tient une permanence chaque samedi après-midi de 14 h à 16 h au Centre Rencontre et Recherche (avenue de Saragosse).

- organisons le soutien financier
- organisons le soutien politique par la préparation d'une réunion avec des représentants des commissions ouvrières.
- Solidarité avec les luttes des peuples d'Espagne !

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

27^e épisode

Les maquisards étaient épuisés. Avant tout, ils avaient faim. Revolet, hôtelier de Saint-Nizier, s'offrit pour les ravitailler. Goderville organisa des gardes et des relèves. Terro fut envoyé à Saint-Martin, chercher des munitions qui manquaient. Vieljeu et Catillon le chargèrent d'embrasser leurs familles.

Couché le ventre en l'air sur le plancher d'un camion vide, l'Espagnol se laissa bercer par les cahots et s'endormit jusqu'à Saint-Martin. Là, il prit son vélo et partit pour la ferme.

A pédaler dans la nuit claire, la vie lui devenait soudain gratuite. Ses efforts n'étaient plus motivés par la peur ou par la haine, et recouvraient leur souplesse. Chaque coup de pédale redevenait conscient, ses muscles se reposaient dans l'effort, comme massés par la tranquillité de la campagne environnante. Terro respira profondément, descendit de bicyclette et marcha. Il ramassa des cailloux qu'il jeta au loin et au hasard, voulant surtout retrouver la sensation des objets dans ses mains, sous ses doigts. Comme un bébé qui découvre ses pieds, ses bras, ses genoux, il nageait dans l'euphorie et riait. Il s'approcha de la ferme sur la pointe des pieds, en ivrogne qui a peur de sa femme. La fenêtre de la chambre d'Etienne et d'Emeline était ouverte. La lune éclairait les cheveux du garçon, endormi sur le ventre, et le profil d'Emeline, couchée sur le côté. Sa main droite pendait hors du lit, son front reposait sur la paume de sa main gauche. Le frère et la sœur dormaient la tête vers la fenêtre, les pieds vers le fond de la pièce. Terro voyait Emeline à l'envers et, ainsi, elle lui paraissait plus douce, son menton moins volontaire. Les lèvres cachaient les dents pointues, les paupières voilaient les yeux. Pour la première fois, l'Espagnol se sentait plus fort qu'Emeline. Cela le désarmait.

Terro essaya d'oublier la présence d'Etienne. Ou plutôt, Emeline était ailleurs : à Grenoble ou à Vaison. C'est si joli, Vaison ! Emeline dormait seule. Elle allait s'éveiller, venir à la fenêtre...

— Oh ! et puis merde ! lança Terro. Il avait presque cru à son histoire.

Réveillé, Etienne sauta hors des couvertures ; Emeline se dressa sur la paille.

Terro avait crié beaucoup plus fort qu'il ne l'aurait cru. Sa voix le réveilla lui-même. En haut, Hélène Vieljeu allumait la lumière. Terro faillit s'enfuir. Il lui fallut une minute pour se souvenir qu'il avait une raison parfaitement légitime d'être là.

Etienne ouvrait la porte :

— Tout le monde va bien ? On sait que vous vous êtes battus...

Hélène arrivait :

— Pas de mauvaises nouvelles, au moins ?

— Non ! Non ! Tout va bien !

Terro entra. Les deux femmes et Etienne ne purent retenir un cri : les retours de flammes des lance-fusées lui avaient rongé le visage et les mains, brûlé les sourcils et les cheveux. L'explosion des grenades l'avait rendu terreux et noir.

Etonné, il regarda ses vêtements : ils étaient sales. Sûr qu'Emeline penserait qu'il l'avait fait exprès pour avoir l'air d'un dur « ou Dieu sait quoi », il courut vers l'abreuvoir :

— Je vais me laver.

La jeune fille le rattrapa :

— Ce n'est pas de vous laver, c'est de vous soigner que vous avez besoin.

Terro comprit qu'il avait une sale tête, lorsque Hélène lui demanda :

— Michel est comme vous ?

A huit heures du matin, Terro rentra à Saint-Nizier avec deux camions d'armes et de munitions. Il descendit sur les lignes : tout était calme, rien n'avait bougé. En haut des Trois Pucelles, des gars du pays avaient hissé un drapeau français. Les hommes cassaient la croûte et se lavaient la figure dans des seaux. Catillon, de garde toute la nuit, dormait. Vieljeu accueillit Terro avec une couverture :

— Tiens, va dormir ! Ça va, là-bas ?

— Ça va ! Viens une minute !

(à suivre)

FLORA TRISTAN : RÉALISATIONS-OEUVRES

«Une paria qui se mettra au service de tous les parias de la société capitaliste»

Ce qui passionne chez Flora Tristan, c'est non seulement ce qu'elle écrit, mais peut-être plus encore ce qu'elle est, ce qu'elle devient.

Et l'introduction de ce livre retrace précisément son dur cheminement pour arriver à se mettre au service des travailleurs jusqu'à en perdre la vie.

Elle perçoit, dès son enfance, l'injustice, l'inégalité. N'est-elle pas une bâtarde, comme l'on dit, à une époque où tout un code étouffant régissait les rapports sociaux (Flora naît en 1803) et rejetait impitoyablement tous ceux qui se trouvaient en marge de la sacrosainte structure familiale ?

Issue de la petite-bourgeoisie qui rêve d'argent, de réussite, sa mère ne voit pour sa fille qu'une seule planche de salut : un beau mariage ; pour tout bagage culturel, elle lui fait donner quelques rudiments de musique, d'aquarelle, sans lui apprendre de vrai métier.

Certes très belle, d'une beauté exotique (son père est Péruvien), Flora attire les hommes ; bâtarde, les familles bien pensantes l'écartent.

«C'EST MA FEMME»

Conséquence de tout cela : un mariage bâclé ; trois maternités non désirées ; la mésentente conjugale...

Mais Flora n'acceptera pas son destin ; elle a puisé, plus ou moins consciemment, dans sa condition «d'enfant naturel» tout un potentiel de révolte. Et durant des années, elle va lutter pour recouvrer sa liberté, au moment où précisément la société réinstaurait la pérennité du mariage en supprimant le divorce.

Son mari, quoique indigne, conserve sur elle tous les droits. Une anecdote révélatrice : un jour, il la rattrape en pleine rue, la frappe. Des étudiants en droit qui se trouvent là s'interposent. Mais le mari de préciser : «C'est ma femme». Alors ces jeunes gens, au courant des lois, de s'écartent en disant : «Si c'est votre mari, nous ne pouvons rien faire pour vous ; si ce n'était pas votre mari, nous lui aurions appris à traiter une femme comme ça». Ainsi, l'épouse n'est plus une femme, c'est-à-dire un être que les règles du savoir-vivre obligent à protéger !

Et pendant quinze ans, Flora, qui a quitté le domicile conjugal avec ses enfants, va lutter contre vents et marées pour obtenir la séparation. Il faudra que le mari en arrive à la blesser gravement pour que la justice consente à la délivrer des liens du mariage.

OUVRIERS, OUVRIÈRES, UNISSEZ-VOUS

Toutes ces tentatives pour se délivrer du destin de femme que lui assignait la société l'amènent à travailler, à voyager, à voir d'autres exploités, les esclaves noirs, les prolétaires anglais, et à comprendre que son oppression en tant que femme est étroitement liée au système social et que c'est aux côtés des travailleurs qu'elle doit poursuivre son combat.

Et elle va jusqu'au bout de sa pensée par sa pratique, puisque, munie de son dernier livre «L'Union Ouvrière», elle commence, en 1844, un Tour de France des ateliers et des villes ouvrières (Lyon, Roanne, Saint

Etienne...) où elle prend contact avec les travailleurs, insiste sur la nécessité de s'unir par-dessus les structures isolantes des corporations et d'intégrer les ouvrières à ce combat de libération. Chemin faisant, elle prend des notes à la volée sur ce qu'elle voit ; et c'est un terrible constat dénonciateur de la misère, des conditions effroyables de travail et de vie quotidienne des ouvriers du textile, en particulier. La seule analyse de classe qu'il nous reste d'ailleurs de cette période, le témoignage du docteur Villerme n'étant que celui d'un homme apitoyé, proposant quelques réformes.

Flora Tristan ne pourra terminer son Tour de France des luttes et de l'union : elle mourra d'épuisement à Bordeaux, le 14 novembre 1844.

UNE OEUVRE MILITANTE

L'œuvre de Flora Tristan est très intéressante parce qu'elle plonge au cœur même de la réalité de l'époque. Dans ce qu'elle appelle trop modestement «Promenades dans Londres» (1840), œuvre de reporter, de sociologue, de témoin indigné, elle décrit, d'une plume dénonciatrice, les quartiers misérables de Londres, les

conditions de travail inhumaines, la scandaleuse inégalité des destins ; elle analyse les causes profondes de l'alcoolisme, de la prostitution ; avant d'écrire ce livre, elle a d'ailleurs procédé à une enquête, usant souvent de ruses pour se glisser dans des lieux interdits aux femmes (prisons, parlements, usines...).

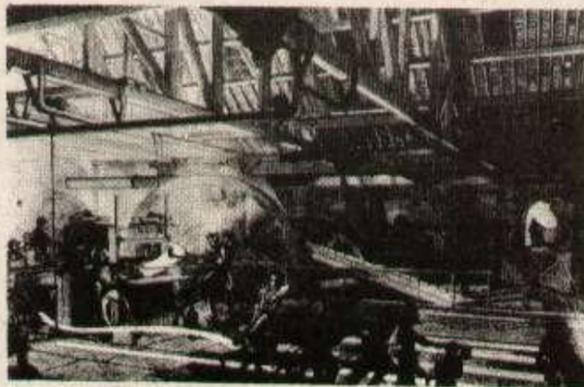
Mêmes pages d'un réalisme dénonciateur dans le journal qu'elle a tenu la dernière année de sa vie.

Certes, à distance, Flora Tristan peut nous sembler proposer des solutions insuffisantes, engluées du pacifisme, des illusions proudhoniennes de l'époque, mais, compte-tenu de la phase historique où elle a vécu, il semble qu'elle soit allée le plus loin possible dans sa recherche de la vérité et dans son combat militant.

Paule SACONNET

Pour se procurer ce livre, le commander, en joignant 10 F + 3 F pour l'envoi, à l'adresse suivante :

«Le peuple prend la parole»
BP 52
75521 Paris Cédex 11
CCP Paris 1786251 H



Programme télé

VENDREDI 18 FÉVRIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Hé bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Attends-moi pour commencer, film de Michel Roux
2 h 00 - Allons au cinéma
22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 00 - Fenêtre sur...
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - «En verre et contre tout», film de M. Lancelot
21 h 35 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Ciné Club «Kes», film de Ken Loach

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les enfants qu'on cache. Enquête
21 h 30 - Voyage dans le cosmos (suite)
22 h 20 - Journal

DANS LES PRISONS SIONISTES LA REVOLTE GRONDE

PAR YOMNA EL KHALIL

Au mois de décembre dernier, les détenus palestiniens dans les prisons sionistes commençaient une longue grève de la faim pour exiger le statut de prisonniers de guerre, et pour protester contre les conditions de détention. Cette grève a duré une cinquantaine de jours, malgré la répression féroce des autorités sionistes : déportation des prisonniers, alimentation forcée et refus aux avocats de contacter les prisonniers. Deux prisonniers sont morts à la suite de cette grève : malades, ils demandaient l'amélioration des conditions de leur détention. En solidarité avec eux, les masses palestiniennes sont descendues dans les rues, ont occupé les locaux de la Croix Rouge Internationale et ont manifesté toute

leur haine contre le régime d'occupation.

Il ne s'agit pas de la première grève des prisonniers palestiniens : tout au long de l'année 76, des grèves longues ont été déclenchées à la prison de Ramleh, à celle de Kfar Yona et d'autres. A chaque vague de grève dans les prisons sionistes, les conditions de détention sont dévoilées publiquement. La barbarie de l'occupation a obligé l'ONU à envoyer un comité spécial, enquêter sur la situation des prisonniers palestiniens. Le rapport de ce comité a été remis en septembre 76 à Waldheim, secrétaire général de l'ONU. Il montre les violations constantes des droits de l'homme dans l'État sioniste.

TORTURES, ASSASSINATS, EXPULSIONS

Plusieurs milliers de Palestiniens sont actuellement enfermés dans les prisons sionistes pour avoir voulu lutter contre l'occupation de leur pays : il s'agit, soit de Palestiniens résidant en Palestine, soit venus du Liban, Syrie et Jordanie au cours d'une mission armée. Mais il y a aussi des Libanais, des Syriens, des Jordaniens arrêtés au cours des missions armées ou enlevés par les soldats sionistes aux frontières de ces pays, et accusés d'aide aux fedayin.

«C'EST DE
L'IMAGINATION ARABE»

La torture est courante dans les prisons israéliennes, elle commence avec l'arrestation et se poursuit tout au long de la détention. Le 23 mars 76, Ahmad Sheikh Dahdoul âgé de 50 ans est arrêté à Salfit, ville de Cisjordanie. En route vers Tul-karm, la police le frappe si fort qu'il meurt. Sa famille réclame actuellement la

poursuite des assassins.

La personne arrêtée est mise alors en détention préventive qui peut durer, selon la loi sioniste, 6 mois. C'est au cours de cette détention que les interrogatoires commencent : le détenu ne peut avoir un avocat et bien souvent, il ne sait pas de quoi il est accusé. Il est gardé au secret et est contraint de signer une déclaration qui le culpabilise. C'est un officier de l'armée ou de la police qui se charge de ce travail. Un civil se charge des tortures, il a un surnom, car il est plus tard appelé à servir de témoin devant le tribunal pour dire que la déclaration n'a pas été obtenue par la force.

Plusieurs cas de tortures ont été signalés par l'avocate israélienne Félicia Langer au comité spécial de l'ONU. Luttfiya Hawari est arrêtée pour la 6^e fois en septembre 72. Elle est restée à la prison de Beit Shemesh 15 jours les yeux bandés, les pieds et les mains attachés. Elle était obligée de boire de l'eau

polluée, elle devait entendre les aboiements de chiens. Elle a été menacée de destruction de sa maison, mais sa maison avait été déjà démolie après son arrestation. Elle a eu les intestins déformés par les coups de fouets, les dents cassées ; elle a été paralysée pendant 3 mois. Au moment où elle était torturée, les sionistes lui disaient : «Vous voyez, Israël est un pays développé qui utilise des techniques de torture plutôt évoluées».

Ziaq Al Assa est actuellement en Jordanie. Il est paralysé : il a été frappé, pendu au plafond et a subi des électrochocs.

Au cours du procès, les prisonniers témoignent des tortures qu'ils ont subies, mais les juges sionistes déclarent ne pas les croire. Abou Rumeila a témoigné sur les tortures. Mais après l'interrogation des tortionnaires déguisés en témoins, la Cour a déclaré que les revendications de l'accusé relevaient de «l'imagination arabe».

Après les tortures, les prisonniers sont souvent expulsés de leur pays, après que leurs maisons aient été détruites. C'est le cas d'Al Maraghi, de Yusuf Adwan, Slimen Al Majab et bien d'autres.

FRAPPÉ JUSQU'À
LA PARALYSIE

Selon les autorités sionistes même, il y a trop de prisonniers dans les prisons de l'État d'Israël. «Les personnes disposent d'une moyenne de 2,2 mètres carrés, alors que la moyenne dans la plupart des autres pays est de 9,9 mètres carrés», vient de dire le gouverneur général des prisons. Il ne s'agit là que d'un aspect des conditions de détention des Palestiniens. Lorsqu'un prisonnier est malade, comme cela a été le

cas pour Mohamad Kattamesh, il est laissé à lui-même, sans aucun soin. Kattamesh est actuellement paralysé des deux jambes et du bras droit, il a presque perdu l'usage d'un œil. Les tortures sont utilisées comme un moyen de pression pour faire avouer : Samir Derwish, condamné à vingt ans de prison a été gardé durant un an les mains enchaînées, jusqu'à ce qu'il déclenche une grève de la faim.

Dans les prisons des femmes, Rasmieh Odeh explique que les autorités sionistes utilisent la punition collective, en refusant d'accorder certains droits aux prisonnières, lors d'une opération armée des fedayin ou de larges manifestations. Rasmieh Odeh a décrit «sa prison» : la cellule mesurait un mètre carré. La seule fenêtre donnait sur la salle d'interrogatoire où elle entendait les cris des femmes torturées. La cellule est éclairée jour et nuit, elle est chaude et humide. Il n'y avait pas de lit, ni de matelas, il était interdit de s'allonger pendant la journée. Toute conversation était interdite, car cela «empêche les gardiens de se détendre». L'avocate Félicia Langer a déclaré que la situation était inquiétante pour les prisonnières, plusieurs d'entre elles étant gravement malades.

Les prisonniers soumis à la torture sont gardés assez longtemps en détention, jusqu'à ce que les marques de la torture disparaissent. Mais les avocats réussissent à voir ces marques, lors des visites ou au cours du procès. Plusieurs médecins ont déclaré à la Commission Spéciale de l'ONU qu'ils hésitaient à délivrer des certificats médicaux aux torturés, car ils avaient peur des représailles des autorités sionistes.

Les prisonniers n'hésitent pas, eux, à dénoncer ces tortures, mais, parce qu'ils sont arabes, on ne veut pas les croire.

SIX TEMOIGNAGES PALESTINIENS CONTRE L'OCCUPATION SIONISTE



LA LOI DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

En 1969, la direction générale des prisons introduit la loi ou travail obligatoire pour les prisonniers palestiniens. Pour les sionistes, il s'agissait de profiter d'une main-d'œuvre gratuite mais aussi, de briser la combativité des prisonniers.

Les prisonniers travaillent dans des ateliers créés dans la prison. Ces ateliers sont mal éclairés, mal aérés, fermés par de grands portails de fer. Aucune mesure de sécurité n'est prise : dans la prison de Naplouse, à l'atelier de couture, les pauses sont interdites.

Les prisonniers travaillent pour le compte des entreprises sionistes : ils font le coloriage des jouets pour le compte des usines qui les fabriquent, ils cousent les vêtements, ils font des travaux de menuiserie pour la construction.

A plusieurs reprises, les prisonniers ont refusé de soutenir l'économie israélienne en refusant de travailler : ils ont été punis : suppression des droits de visite, de la promenade, etc.

La loi du travail obligatoire vise à briser la combativité des prisonniers. Avant l'instauration de cette loi, les prisonniers se réunissaient, discutaient de l'actualité, de la résistance de leur peuple. Actuellement, ils sont occupés à travailler et les sionistes ont instauré, à l'intérieur des ateliers, un système hiérarchique et un régime inégal des salaires, qui se traduit en cigarettes. Les sionistes voulaient entretenir un climat de compétition, de doute et de désaccord entre les prisonniers.

La loi du travail obligatoire vise à humilier le prisonnier palestinien : il

est obligé de fabriquer des filets de camouflage pour l'armée israélienne. Les prisonniers ont refusé catégoriquement d'accomplir cette tâche, ce qui a obligé les autorités occupantes à fermer ces ateliers, ainsi que ceux de la préparation des dossiers de l'armée israélienne.

Les profits réalisés par les autorités sionistes grâce à cette loi sont énormes. Dans la prison de Beersheba, chaque prisonnier devait fabriquer 35 cagots par jour. Il touchait 8 cigarettes par jour. Ces cigarettes reviennent à 20 centimes, alors que dans la même période, un ouvrier sans qualification touchait 21 livres par jour (1 livre = 100 centimes).

LA LUTTE CONTRE
LE TRAVAIL
OBLIGATOIRE

Les prisonniers ont engagé plusieurs grèves contre cette loi. En 1974, à Beer Sheba, ils ont déclenché une grève de 8 mois et leur principale revendication portait sur la liberté d'accepter ou de refuser le travail. Une autre forme de lutte est la grève limitée et le ralentissement des cadences : les sionistes acceptaient alors d'améliorer les conditions de travail. Grâce à la solidarité entre eux, les prisonniers ont réussi à supprimer la hiérarchisation et l'inégalité des salaires : ils ont créé une caisse commune où sont rassemblées les cigarettes qui sont ensuite distribuées entre tous les fumeurs.

Les prisonniers ont aussi saboté la production : dès 1969, ils avaient réussi à faire fermer l'atelier de Beit-Lidména. En 1971, l'atelier de menuiserie était incendié cinq fois, ainsi que les turbines électriques.

RÉSOLUTIONS DU COMITÉ SPÉCIAL DE L'ONU

Il a recommandé que «les États dont le territoire est occupé par Israël désignent immédiatement soit un ou plusieurs États neutres, soit une organisation internationale... en vue de sauvegarder les droits de l'homme de la population des territoires occupés».

Cela pour «assurer le respect scrupuleux des dispositions relatives aux droits de l'homme énoncées dans la troisième et quatrième Convention de Genève...», «veiller à ce que la population des territoires occupés soit traitée conformément au droit applicable».

«Le Comité Spécial doit également souligner sans ambiguïté que son rôle n'est strictement limité à enquêter sur les politiques et les actes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, sans aller jusqu'à aborder l'examen des allégations concernant les violations des droits de l'homme en d'autres régions. Il appartient à l'ONU de trouver les moyens appropriés de traiter d'autres problèmes».

En d'autres termes, dans les terres occupées en 47, il faut faire des enquêtes sur la situation des masses palestiniennes.